

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade
et Sylvain Mary (dir.)

*Jacques Foccart :
archives ouvertes (1958-1974)*

La politique, l'Afrique et le monde

Contenu de ce document : La coopération militaire et les enjeux de défense en Afrique de l'Ouest : les cas de la Mauritanie et de l'Entente · Arthur Banga & Camille Eyraud

« Les archives répondront un jour à vos questions », riposte Foccart pour ne pas en dire plus sur l'opération « Homo » du SDECE contre le Camerounais Félix Moumié en 1960. « Foccart est au parfum », s'écriait-on déjà, à tort et à travers, en pleine affaire Ben Barka en 1966, comme une invocation protectrice immanente mais invisible. Rarement un homme a-t-il suscité autant de fantasmes dans l'histoire contemporaine de la France. Le plus proche collaborateur du général de Gaulle à l'Élysée reste dans l'imaginaire collectif l'homme aux lèvres scellées. Malgré la publication au crépuscule de sa vie de deux tomes d'entretiens et de son *Journal de l'Élysée*, l'image sulfureuse du chef « barbouze » qui emporte dans sa tombe les secrets de la République a longtemps prévalu. C'était ignorer qu'un demi-kilomètre d'archives produites par Foccart et ses collaborateurs au sein de son secrétariat général des Affaires africaines et malgaches, ancêtre de la cellule Afrique de l'Élysée, avait été collecté par les Archives nationales à partir de 1977.

Au terme de douze années de travail de classement, les Archives nationales ont publié en 2015 l'inventaire des archives du secrétariat général des Affaires africaines et malgaches, dit « fonds Foccart ». Un programme de dépouillement a été mené par des équipes de chercheurs spécialisés dans l'histoire de la V^e République, celle des outre-mer et celle de l'Afrique contemporaine. L'exploitation de ces sources offre un nouvel éclairage sur le mythe Foccart, l'histoire de la création de la V^e République, l'invention des DOM-TOM dans les Antilles, l'océan Indien et le Pacifique, et enfin l'histoire de la décolonisation de l'Afrique subsaharienne et de ce qu'il est convenu d'appeler la « Françafrique ».

Couverture : Premier sommet France-Afrique, dit réunion franco-africaine de l'Élysée, Paris, 13 novembre 1973. Accueil d'Omar Bongo, président gabonais, par Jacques Foccart (AG/5(F)/3285) © Archives nationales (France)

ISBN de ce document :

979-10-231-3404-9



**ARCHIVES
NATIONALES**



JACQUES FOCCART : ARCHIVES OUVERTES

Mondes Contemporains

collection dirigée par Éric Bussière et Olivier Forcade

Dernières parutions

Soldats de la loi. La gendarmerie au XX^e siècle

Jean-Noël Luc (dir.)

John Foster Dulles. Secrétaire d'État, Cold Warrior et père de l'Europe

François David

L'Afrique indépendante dans le système international

Émilie Robin-Hivert & Georges-Henri Soutou (dir.)

Jacques Seydoux diplomate (1870-1929)

Stanislas Jeannesson

Louis Jacquinot, un indépendant en politique

Julie Bour, Olivier Dard,

Lydiane Gueit-Montchal et Gilles Richard (dir.)

Penser le système international (XIX^e-XX^e siècle).

Autour de l'œuvre de Georges-Henri Soutou

Éric Bussière, Isabelle Davion,

Olivier Forcade et Stanislas Jeannesson (dir.)

L'Aéronautique militaire française outre-mer (1911-1939)

Jean-Baptiste Manchon

Les Guerres balkaniques 1912-1913

Jean-Paul Bled et Jean-Pierre Deschodt (dir.)

Sortir de la guerre

Michèle Battesti et Jacques Frémeaux (dir.)

La guerre des polices n'a pas eu lieu. Gendarmes et policiers, co-acteurs de la sécurité publique sous la Troisième République (1870-1914)

Laurent López

Émile Guillaumin, paysan-écrivain bourbonnais,

soldat de la Grande Guerre

Nadine-Josette Chaline

Génération politique. Les « années 68 » dans les jeunesses des partis politiques en France et en RFA

Mathieu Dubois

De Munich à Dantzig. Journal (30 août 1938-18 août 1939)

Paul de Villelume; édition établie par Simon Catros

Les Gendarmeries dans le monde, de la Révolution française à nos jours

Jean-Noël Luc et Arnaud-Dominique Houte (dir.)

Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine.

Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationales

Olivier Zajec

La Grande Guerre des assiettes

Jean-Pierre Chaline (dir.)

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade & Sylvain Mary (dir.)

Jacques Foccart :
archives ouvertes
(1958-1974)

La politique, l'Afrique et le monde



Ouvrage publié avec le concours de l'université Paris-Sorbonne
et de l'Agence universitaire de la francophonie (bureau d'Europe de l'Ouest)

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

ISBN de l'édition papier : 979-10-231-0560-5
© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2017
© Sorbonne Université Presses, 2023

Mise en page 3d2s/Emmanuel Marc Dubois (Issigeac)
d'après le graphisme de Patrick Van Dieren

SUP

Maison de la Recherche
Université Paris-Sorbonne
28, rue Serpente
75006 Paris

tél. : (33)(0)1 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

DEUXIÈME PARTIE

**La décolonisation
à la lumière du fonds Foccart**

LA COOPÉRATION MILITAIRE ET LES ENJEUX DE DÉFENSE
EN AFRIQUE DE L'OUEST :
LES CAS DE LA MAURITANIE ET DE L'ENTENTE

Arthur Banga & Camille Evrard

Les archives du secrétariat général des Affaires africaines et malgaches sont une source irremplaçable pour l'étude de la mise en place de la coopération militaire avec les anciennes colonies africaines de la France, à partir de la Communauté, instituée par l'avènement de la V^e République et le retour du général de Gaulle à la tête de l'État. Enrichies par les papiers conservés dans les archives diplomatiques et militaires, elles donnent autant à voir l'architecture institutionnelle que la place des personnels de terrain et des négociations au cas par cas, dans ce processus qui s'étale sur de longs mois et qui fait parfois figure de tableau inlassablement retouché. Il faut en effet conduire le transfert du domaine militaire colonial et la transmission du pouvoir militaire aux nouveaux États nationaux, tout en réorganisant le dispositif français ; en somme assurer ce que nous appelons ici la transition sécuritaire.

L'enjeu est bien entendu de taille, car il s'agit de maintenir des liens privilégiés avec les gouvernements de ces pays, opération désormais considérée comme la condition du maintien de la puissance française. Cette construction de la sphère d'influence de Paris sur le plan militaire mérite d'être présentée dans toute sa complexité, en insistant sur les enjeux de la mise sur pied des armées nationales autant que sur les choix stratégiques et économiques liés à la politique de défense en Afrique et dans le monde. Malgré l'impression d'une gestion itérative des décolonisations subsahariennes, l'analyse de la genèse de la coopération militaire montre de nombreuses dissonances, cas spécifiques, ou au contraire allégeances déçues. Ce chapitre essaie d'en montrer les principaux aspects, en insistant sur la place des officiers français de terrain et des relations interpersonnelles dans le système de l'assistance technique, ainsi que sur la latitude que certains gouvernements africains se ménagent dans les négociations. Il pointe aussi, en définitive, le caractère éminemment politique de la conduite de cette coopération, qui doit vite sacrifier les contingences militaires aux priorités économiques ou géostratégiques.

Le processus politique encadrant l'accession à l'indépendance des anciennes colonies françaises d'Afrique subsaharienne – à l'exception de la Guinée – s'accompagne de la mise en place d'un cadre administratif chargé de veiller à la bonne marche de la transition militaire, et ce, dès la Communauté. En pratique, la mise en place de la coopération militaire, au cours des années 1960-1961, est particulièrement chaotique du point de vue de l'organisation institutionnelle. Sur le terrain, la transition est toutefois assurée par des officiers issus de la Coloniale, qui connaissent le terrain et entretiennent des relations de longue date avec les cadres des pays.

Cadre global et réseau local

82

Avec l'accession à l'indépendance des pays de la Communauté, la coopération devient le maître-mot des relations franco-africaines. Par elle, la France s'engage à aider ses anciennes colonies en échange d'une zone d'influence. Si les gouvernements approuvent globalement la proposition française, il reste à s'entendre sur les modalités de son application. Pour ce faire, un cadre de négociations est défini afin d'aboutir à des accords de coopération dans divers domaines, dont celui de la défense et de l'assistance militaire technique (AMT). Ils se négocient de façon bilatérale ou avec des regroupements d'États comme l'Entente¹.

En théorie, les accords de défense actent l'établissement du parapluie sécuritaire français sur les signataires en accordant la légalité aux interventions militaires. En retour, les Africains garantissent à la France des facilités logistiques, une quasi liberté de circulation sur leurs territoires, l'exclusivité de leurs matières premières et l'installation de garnisons et de bases militaires permettant le pré-positionnement de troupes françaises. Critiqués parce qu'empiétant largement sur la souveraineté des jeunes États, ils provoquent la réticence de certains pays.

Les accords d'AMT abordent quant à eux les questions techniques : l'aide en personnels, la mise en place des forces à travers leurs premières dotations en matériels et le transfert des Africains ayant servi sous le drapeau français, l'accroissement de leurs capacités et la formation des hommes. À ces outils juridiques se greffe le plan « Raisonnable », plan de création des armées nationales élaboré par l'état-major français². Il recommande qu'elles soient

1 À l'origine « Union Sahel-Bénin », elle regroupe les intérêts du Dahomey (Bénin), de la Haute-Volta (Burkina Faso), du Niger et de la Côte d'Ivoire.

2 Moshé Ammi-Oz, « La formation des cadres militaires africains lors de la mise sur pied des armées nationales », *Revue française d'études politiques africaines*, 133, janvier 1977, p. 89-99. CHETOM, 16 H 53, capitaine René Massip, *Évolution de l'assistance militaire technique dans les pays d'expression française d'Afrique Noire au sud du Sahara et à Madagascar*, Centre militaire d'information et de documentation sur l'outre-mer (CMIDOM), 233/Doc, 1973.

très proches en volume et en équipements des forces françaises présentes avant l'indépendance. Par l'ensemble de ces accords, la France espère d'une part, favoriser une politique uniforme de transition sécuritaire et, d'autre part, asseoir sa doctrine militaire fondée sur sa capacité à intervenir chez ses satellites. Ils permettent en outre la mise sur pied de l'outil de défense des États africains, même si cela ne se fait pas toujours sans heurts.

La mise en place des modalités de l'assistance technique est toutefois longue et nécessite des arbitrages constants entre les différents interlocuteurs institutionnels, à Paris et dans les capitales. En effet, pas moins de cinq administrations sont impliquées dans les discussions sur la coopération militaire. Le Premier ministre, *via* son état-major général de la défense nationale (EMGDN), en a la responsabilité et coordonne l'action du ministre des Armées, du secrétaire d'État aux relations avec les États de la Communauté (SEREC), devenu en mai 1961 ministre de la Coopération³, et du Quai d'Orsay. Ayant accédé à la souveraineté internationale, les États africains relèvent des Affaires étrangères, qui gèrent les ambassades, en première ligne dans le processus de négociation. Enfin, la présidence de la République suit, oriente et arbitre parfois, *via* le secrétariat général de Jacques Foccart.

Sur le plan financier et structurel, Pierre Messmer, ministre des Armées, et Jean Foyer, SEREC, se renvoient régulièrement les responsabilités. Le ministère des Armées supporte dans un premier temps l'essentiel de l'effort imposé par la mise sur pied des armées nationales africaines, qui mobilise de grosses ressources humaines et financières⁴. Mais sa division financière intimide les services de Jean Foyer au printemps 1961, en utilisant une directive de l'EMGDN qui indique que l'aide militaire aux États issus de la Communauté représente une charge de nature politique, qui doit se distinguer entièrement du budget militaire français⁵. Par la suite, la Coopération prend en charge l'achat du matériel neuf et la formation des stagiaires, tandis que les États africains assument leurs dépenses de fonctionnement⁶.

3 AN, 98 AJ fonds Michel Debré, 2DE29 et 2DE30, Notes au général de Gaulle sur la Communauté et la Coopération, 1960-1961. Ministère résultant de l'effort déployé par Michel Debré pour coordonner mieux l'action en direction des anciennes colonies africaines (Julien Meimon, *En quête de légitimité : le ministère de la Coopération [1959-1999]*, thèse de sciences politiques, dir. Johanna Siméant, Université de Lille, 2005).

4 Le département doit gérer simultanément la réorganisation complète de ses services en vue d'un « dégraissage » généralisé (Pierre Messmer, *Après tant de batailles. Mémoires*, Paris, Albin Michel, 1992).

5 AN, AG/5(F)/2649.

6 Cette répartition est évaluée par Jean-Paul Hardy à 58,5 % pour les Armées, 21,14 % pour la Coopération et 20,3 % pour les États eux-mêmes, en ce qui concerne le plan « Raisonnable » adapté (« La mise sur pied des armées nationales africaines », *Revue historique des Armées*, 151/2, 1983, p. 93).

Sur le terrain, des gouverneurs coloniaux aux personnels diplomatiques, en passant par les hauts-commissaires de la Communauté, les représentants civils français dans les capitales africaines gardent, à travers la décolonisation, la main sur les affaires militaires. L'ambassadeur est chargé des discussions en comité de défense, principal organe de la coopération militaire, et il oriente l'aide française en faisant remonter les informations au Quai. Les Missions militaires de coopération en gèrent néanmoins l'organisation⁷. Celles-ci sont dirigées par des officiers supérieurs qui rendent compte tant aux Armées, *via* les commandements supérieurs des grandes zones d'outre-mer, qu'à la Coopération⁸. Mais ces colonels, tout comme les conseillers militaires des ambassades ou les conseillers techniques auprès des gouvernements africains, ont la plupart du temps derrière eux une longue carrière africaine et sont d'anciens compagnons d'armes. En plus de leur connaissance des problématiques politico-militaires de terrain, ils partagent un réseau local particulièrement développé.

84

En Afrique sahélo-saharienne, ces relations sont liées à l'identité spécifique des troupes méharistes et des spécialistes sahariens de l'armée coloniale. En Mauritanie par exemple, deux générations d'officiers sahariens particulièrement aguerris se retrouvent entre 1960 et 1965 dans les premières instances de coopération militaire, de commandement et de conseil. Dans les comités de défense, ils sont des deux côtés de la table des négociations. Le premier chef de la mission militaire française est le colonel Yves Aubinière, surnommé le « Clark Gable de la Coloniale »⁹, et qui dirige également les forces françaises de Mauritanie de 1960 à 1963. Saint-Cyrien, méhariste et officier administrateur dans les années 1930, 1940 et 1950, il a été directeur adjoint du Centre des hautes études d'administration musulmane, institution ayant largement contribué à la spécialisation des officiers sahariens. Son supérieur direct, le commandant de la brigade Sénégal-Mauritanie général Larroque, est également un ancien méhariste. Du côté du gouvernement mauritanien, le premier chef d'état-major de l'armée nationale et conseiller du président Moktar Ould Daddah est un

7 D'abord nommés Bureaux d'aide militaire (BAM), puis Missions militaires françaises, ces structures gèrent tous les personnels de l'assistance technique; elles deviennent MMC en 1965.

8 Les généraux commandants supérieurs, à Dakar, Brazzaville ou Tananarive, conservent un droit de regard sur l'organisation de la coopération militaire, puisqu'ils fournissent les personnels et gèrent les problèmes de transfert. Cela entraîne non seulement une valse de correspondances inouïe, mais aussi des conflits d'autorité, qui nécessitent parfois des mises au point de la part de Jean Foyer. AMAE, direction Afrique-Madagascar (DAM) 2698/A/Correspondances des 21 mars 1962, n° 12605 et 17 avril 1962, n° 02327; ANOM, FM1 AffPol/2230/3, Compte rendu de la réunion des hauts représentants et envoyés exceptionnels du 31 janvier 1961, Point V. AN, AG/5(F)/2649. Correspondances des 27 février 1961, n° 1129 EMGDN, et 20 avril 1961, n° 157 EMGA.

9 Roger Marie, *Premier séjour en Mauritanie 1942-1946*, Paris, Mémoires d'hommes, 2003, p. 32 et 54.

spécialiste du Nord mauritanien, méhariste et officier de renseignement patenté de la génération suivante : le chef de bataillon François Beslay. Son camarade le chef de bataillon Marsal, autre saharien, est conseiller militaire de l'ambassadeur de France¹⁰.

En Côte d'Ivoire également, les officiers français se retrouvent de part et d'autre de la table des négociations sur la coopération. En effet, le déficit d'officiers africains a pour principale conséquence une forte présence de militaires français dans le haut commandement des forces africaines¹¹. Cela facilite les échanges et, par ricochet, la transition militaire. Par exemple, deux des trois militaires représentant la Côte d'Ivoire aux négociations entre la France et les pays de l'Entente sont français : le capitaine Meyer et le général Cazes¹². Ce dernier est l'incarnation de cette influence française : officier de réserve, il est ancien inspecteur de la gendarmerie française outre-mer et conseiller technique de Félix Houphouët-Boigny, sa véritable voix militaire. À ce titre, il est chargé de concevoir la structure des futures forces de défense ivoirienne. Si son projet d'une force unique calquée sur le modèle de la gendarmerie ne retient finalement pas l'assentiment de la France, ses liens étroits avec les représentants locaux de la coopération militaire française permettent de lever les équivoques.

C'est ainsi qu'au réseau politique des ambassadeurs se surimpose un réseau militaire très dense, qui entretient parfois avec les notabilités locales des liens étroits et qui contribue largement à la transition vers la coopération militaire. Malgré l'aspect tâtonnant du processus institutionnel, une part importante est liée aux relations interpersonnelles et aux négociations plus directes et discrètes.

Par exemple, le traitement des pensions des anciens goumiers mauritaniens de l'armée française, en 1964, montre comment la carrière coloniale du ministre des Armées, Pierre Messmer¹³, ainsi que l'appui du secrétariat général de Foccart

10 Les correspondances d'archives, ainsi que les mémoires publiées ou les revues militaires spécialisées, regorgent d'autres exemples ; Jean d'Arbaumont, « Yves Aubinière (1910-1963) », *L'Ancre d'or Bazeilles*, n° 189, mars-avril 1979, p. 7-10 ; Roger Marie, *Séjour en AOF : Mauritanie et Sénégal 1956-1959*, Paris, Mémoires d'hommes, 2004, p. 105. Ce dernier auteur, méhariste en Mauritanie dans les décennies 1940 et 1950 et compagnon de Beslay, est rappelé dans le pays en 1964 par le nouveau chef de la Mission militaire, le colonel Edmond Magendie. Le successeur d'Aubinière est lui-même un saharien expérimenté, au Tchad et en Côte française des Somalis, compagnon de la libération et député RPF entre 1951 et 1956.

11 Toutefois, en Côte d'Ivoire, les hommes du BAM « n'assument de commandement effectif qu'à titre provisoire et en l'absence de cadres [africains] qualifiés » (Archives du ministère de la défense de Côte d'Ivoire. Article 9 du protocole d'accord fixant l'organisation du BAM à l'armée de la République de Côte d'Ivoire).

12 AN, AG/5(F)/1148, Note du SEREC au ministre des Armées datée du 16 mars 1961.

13 Entre 1950 et 1959, Pierre Messmer est successivement commandant de cercle de l'Adrar mauritanien, gouverneur de Mauritanie, de Côte d'Ivoire, puis du Cameroun, et gouverneur général de l'AEF puis de l'AOF.

et de ses antennes à Matignon, interagissent pour venir à bout de la résistance du département des Finances. En effet, lorsque l'ambassadeur à Nouakchott, face aux manifestations des vétérans maures, fait appel au Quai et aux Armées, Messmer lance une requête à la rue de Rivoli en plaidant l'injustice et en comparant ceux-ci aux « harkis et anciens *makhzen* sahariens », afin de débloquent une somme qui leur permettrait d'attendre une solution à plus long terme sur leurs droits. Immédiatement, le secrétariat général des Affaires africaines et malgaches active ses liaisons avec l'état-major de la Présidence, mais aussi avec Matignon. Entre mars et juin 1964, c'est Jacques Mouradian, spécialiste de la zone sahélo-saharienne, qui suit le dossier en lien avec le lieutenant-colonel François Laparra, de l'état-major du général de Gaulle. René Journiac, ancien chargé de mission chez Foccart devenu conseiller technique auprès de Georges Pompidou pour l'Afrique, se voit transférer l'ensemble du dossier en mai¹⁴. Le président de la République et son Premier ministre sont ainsi informés de l'inertie des Finances, et l'exhortent à agir en faveur des goumiers¹⁵.

Dissonances : les négociations sur la présence militaire française

La coopération de défense et le maintien de la présence militaire française donnent lieu, contrairement à l'assistance militaire technique, à des situations contrastées. Dans les pays de l'Entente comme en Mauritanie, le délai entre l'accession à l'indépendance et la signature d'accords montre les difficultés pour arriver à un consensus.

De façon générale, le général de Gaulle et Félix Houphouët-Boigny partagent les mêmes points de vue sur les relations franco-africaines. Mais ce dernier, chef du gouvernement ivoirien et initiateur de l'Entente, fait face à de nombreuses divergences lors de la phase pratique de coopération.

La dernière page de l'accord de défense France-Entente traduit des tensions réelles entre partenaires. On s'aperçoit tout de suite que la Haute-Volta n'est pas signataire de l'accord, conclu le 24 avril 1961 ; elle condamne l'importante présence militaire française sur son sol et se contente d'un soutien logistique de la France à son armée¹⁶. De plus, la réforme de la Communauté, décidée

14 AN, AG/5(F)/2682 et, pour les biographies, Jean-Pierre Bat et Pascal Geneste (dir.), *Archives de la présidence de la République. Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches et de la Communauté (1958-1974)*, Pierrefitte-sur-Seine, Archives nationales, 2015, p. 300, 404, 418 et 424.

15 AN, AG/5(F)/2682, Mauritanie défense 1964-1965, pensions ex-goumiers militaires. La loi de finances rectificative de décembre 1964 inclura, à l'article 41 : « La prise en compte des services effectués dans les formations locales de police constituées par les goums et unités sahariennes au profit des goumiers servant dans l'armée française. »

16 Yacouba Zerbo, « La coopération militaire franco-voltaïque et la question des accords de défense de 1959 à 1964 », dans Yénouyaba Georges Madiéga et Oumarou Nao (dir.), *Burkina Faso, cent ans d'histoire*, Paris, Karthala, 2003, t.1, p. 1031-1056.

à Saint-Louis en 1959, n'est pas du goût d'Houphouët : être indépendant et membre de la Communauté, tel que le permet la Communauté rénovée, est pour lui inconcevable et inacceptable. En conséquence, les pays de l'Entente « décid[èr]ent de demander pour chacun de leurs États respectifs de ne passer aucun accord de coopération concomitamment à l'accord de transfert des compétences¹⁷. »



1. Hubert Maga, Félix Houphouët-Boigny, Hamani Diori et Maurice Yaméogo, chefs d'États du Conseil de l'Entente, Palais de l'Élysée, 17 avril 1964 (AN, AG/SPH/23/1390)

Ce préalable ne permet l'ouverture des négociations qu'au second semestre 1960. Elles ne sont pas de tout repos. Le bilan qu'en fait Joseph Desmarescaux, collaborateur de Foccart, le prouve¹⁸. Le négociateur écrit à sa hiérarchie : « Les conversations de Niamey avec les États de l'Entente ont pris

17 Félix Houphouët-Boigny, *Anthologie des discours 1946-1978*, Abidjan, CEDA, 1979, t. 1, p. 332.

18 AN, AG/5(F)/1148, Discussions du 20 au 25 mars 1961. Note du secrétaire d'État aux relations avec la Communauté au ministre des Armées, datée du 16 mars 1961.

fin ce samedi 25 mars 1961. [...] l'accord n'a pu être réalisé pour les problèmes de défense et pour les questions culturelles ». Les pierres d'achoppement concernent la question des facilités à accorder aux forces françaises stationnées dans les territoires de l'Entente, et le recrutement et l'emploi des nationaux de l'Entente dans ces forces¹⁹. Un dernier round permet tout de même de parvenir aux différents accords militaires France-Entente.

Après signature, les divergences persistent. Par exemple, le plan Raisonnable, dès sa présentation, suscite les contestations des Africains, qui le jugent trop modeste ; il est finalement renégocié et ses prévisions augmentées. Mais la période la plus tendue reste celle des réformes militaires françaises de 1964. En effet, près de cinq ans après l'indépendance, la présence militaire française sur le continent passe de plus en plus mal : les chantres de l'anticolonialisme y voient la forme la plus achevée du néocolonialisme, mais les bases, si elles sont contestées par beaucoup, sont aussi défendues becs et ongles par d'autres.

88

Entre le transfert de souveraineté de la France à la Mauritanie et la signature des accords de défense le 19 juin 1961, il se passe huit mois²⁰. Les questions militaires sont au cœur de la négociation²¹ : les bases d'Atar et de Port-Étienne (Nouadhibou), en particulier, font l'objet d'un rapport de force qui se poursuit, en comités de défense, jusqu'en 1964.

Bien qu'Atar constitue une base militaire importante depuis les débuts de la conquête coloniale saharienne, l'état-major des Armées estime, lors des discussions en vue des accords, qu'il vaut mieux la sacrifier pour se concentrer sur Port-Étienne²². Ce port devient en effet le centre névralgique du pays pour l'exportation du minerai²³ et il représente une place importante pour les forces françaises dans une stratégie militaire globale Afrique-Atlantique. La délégation mauritanienne en charge des questions de défense louvoie pourtant sur cette

19 AN, AG/5(F)/1148, Note de Desmarescaux à l'attention du président de la Communauté datée du 27 mars 1961.

20 Aux prises avec les prétentions territoriales agressives du Maroc, le jeune gouvernement de Nouakchott tente de s'affirmer à l'ONU, et doit prouver tant sa viabilité économique que son émancipation du giron français – toute relative, puisque les troupes françaises sont déployées à la frontière nord du pays, de manière presque continue entre 1957 et 1961.

21 AN, 98 AJ, 2DE64, entretien avec Moktar Ould Daddah le 3 juin 1961. Au cours d'un entretien avec Michel Debré début juin 1961, le chef du gouvernement mauritanien, Moktar Ould Daddah, se voit signifier que si l'on entend ses positions assez tranchées sur la souveraineté et la reconnaissance internationale, il faut mettre en bonne et due forme le nouveau lien entre les deux États et faire des concessions, notamment sur Port-Étienne et sa base du Cap Blanc.

22 AN, AG5(F)/2649, Correspondance du haut-commissariat de la République islamique de Mauritanie à SEREC n°175, 15 mai 1961. En mai 1961, une commission paritaire avait déjà âprement débattu du devenir des installations militaires françaises à Atar.

23 La ligne de chemin de fer est prévue pour relier les gisements de fer de la Kedia d'Ijill au port, où sont construites d'importantes infrastructures.

question, et réussit à renvoyer les détails concrets à l'arbitrage des futurs comités de défense²⁴.

Malgré les sommes colossales engagées par l'État français pour créer la base de Port-Étienne, la négociation sur le bail et les limites du terrain réclamé par le gouvernement français est toujours à l'ordre du jour du comité de défense d'avril 1963, et aucun terrain d'entente n'est trouvé²⁵. Au même moment, la conférence pour la création de l'Organisation de l'unité africaine consacre la reconnaissance de la Mauritanie sur la scène africaine, et est l'occasion de réaffirmer le refus de toute base militaire occidentale installée en Afrique. La représentation française en Mauritanie sent son échec patent... En 1964, un nouvel ambassadeur est nommé à Nouakchott, et ses communications avec le ministre de la Coopération, reçues par le secrétariat de Foccart, montrent finalement l'immense gâchis : si Jean-François Deniau réussit à négocier la cession de bâtiments pour l'ouverture d'un consulat à Port-Étienne, le reste du domaine militaire est remis à l'État mauritanien, « y compris les bâtiments neufs de la base du cap Blanc qui n'ont jamais été occupés²⁶ ».

Tandis que les armées nationales connaissent une progression globale, la loi de programmation militaire française de 1964 présente un projet de modernisation de l'armée de terre, qui accentue sa capacité de projection. En conséquence, l'état-major français, soutenu par le ministère des Armées, décide la déflation de ses effectifs en Afrique et la suppression du soutien logistique aux armées nationales. Cela entraîne la fermeture de plusieurs garnisons et bases. Le ministère de la coopération exhorte à plus de modération et certains responsables africains contestent.

Le symbole de ce combat est la base du 4^e régiment interarmes d'outre-mer (4^e RIAOM)²⁷ à Port-Bouët. L'état-major ne lui reconnaissant aucune importance si ce n'est faciliter une intervention « par l'accueil soit d'une compagnie à provenir de Dakar, soit d'une ou de deux compagnies Guépard

24 AN, AG/5(F)/1687, Note pour le général de Gaulle signée Plantey sur les négociations franco-mauritaniennes, 15 juin 1961. Toutefois, les accords de défense et d'AMT sont accompagnés de lettres secrètes, qui précisent les facilités reconnues aux forces armées de la République française dans le port convoité (SHD, 14H210/2 : Accords de défense avec la République islamique de Mauritanie).

25 AMAE, DAM 2698/B, Comités de défense 1962-1965.

26 AN, AG/5(F)/1702, Transferts 1964. Deniau à Triboulet (MinCoop), 1^{er} décembre 1964, n°1630, au sujet des transferts domaniaux résultant du dispositif militaire français. Dans ses mémoires, l'ambassadeur précise : « J'avais fait le tour de tous les chefs-lieux, accompagné du colonel Lablanche [chef de la MMC]. À Port-Étienne, pas encore Nouadhibou, un intendant général nous avait fait visiter la base construite pour remplacer Mers el-Kebir, que déjà le sable engloutissait » (Jean-François Deniau, *Mémoires de 7 vies. Croire et oser*, Paris, Plon, 1994, t.2, p. 218).

27 Il est devenu le 43^e bataillon d'infanterie de marine (43^e BIMA).

venant de la métropole²⁸ », recommande sa fermeture. Convaincus de son importance politique, les diplomates – à leur tête Foccart²⁹ – font tout pour l’annuler. Houphouët-Boigny se mobilise aussi pour la cause, et ils parviennent à obtenir dans un premier temps un report de la décision. Mais, le conseil de défense du 25 juin 1965 la confirme³⁰, et la date du 1^{er} juillet 1966 est retenue pour le démantèlement du 4^e RIAOM. Les partisans de son maintien ne baissent pas la garde, à l’image de l’ambassadeur Jacques Raphaël-Leygues qui réaffirme « l’importance qu’il attache au maintien aussi prolongé que possible de la garnison de Port-Bouët afin d’assurer la stabilité du pays à laquelle est liée, à son avis, le destin de l’influence française dans cette partie de l’Afrique³¹ ». En définitive, en dépit de l’insistance des militaires, de Gaulle ordonne le maintien de la base française d’Abidjan, confirmant ainsi l’importance du caractère politique de la coopération militaire.

90

POUR QUELS ENJEUX DE DÉFENSE, DANS LES ANNÉES 1960 ?

Certains enjeux, comme la gestion des matières premières stratégiques ou la sécurité des chef d’États, montrent aussi la prégnance des arguments économiques et politiques dans la conduite de la coopération de défense. La première, abordée dans les textes des accords de manière presque caricaturale, n’est en fait que le reflet d’une situation économique et industrielle très clairement monopolistique, héritière de l’exploitation des ressources coloniales. La seconde est en revanche absente des textes officiels, mais laisse à l’expression des conjonctures politiques une très large part.

L’exploitation des matières premières et la sécurité des entreprises françaises

La coopération dans le domaine des matières premières et produits stratégiques, figure en général en annexe II de l’accord de défense, sous une forme semblable pour chaque pays ou groupement de pays signataire³². La définition des éléments concernés est assez vague, et suscite toutes sortes de suppositions.

28 SHD, 1R60, Note n°15/25 du 10 juin 1964 de Pompidou aux ministres des Affaires étrangères, des Armées, des Finances et des Affaires économiques, délégué à la coopération et au secrétaire d’État aux affaires étrangères.

29 Jacques Foccart et Philippe Gaillard, *Foccart parle. Entretiens avec Philippe Gaillard*, Paris, Fayard/Jeune Afrique, t. 1 (1913-1969), 1995, p. 329.

30 AN, AG/5(F)/1793, Note de l’état-major particulier du président datée du 16 septembre 1965.

31 SHD, 14S 254, Rapport de mission des colonels Rostains et de Reals.

32 Voir la reproduction des accords avec le Gabon, l’Entente, l’Union des Républiques d’Afrique centrale et la Mauritanie, en annexe de la thèse de Ono Osakwe, *Les Relations franco-africaines dans le domaine militaire : aspects juridiques et politiques*, thèse de sciences politiques, dir. Jean-Marie Vincent, Université Paris 8, 1989.

Au sein de l'Entente, face aux critiques bien souvent acerbes, Houphouët monte au créneau pour justifier ces clauses. Dans un style caustique, il déclare :

On a parlé des matières stratégiques et on a été jusqu'à dire : « Par matière stratégique, il faut comprendre : l'ananas, la banane, le cacao, le café », que sais-je encore ? Bien sûr, en temps de guerre, toutes ces matières peuvent avoir un intérêt stratégique, mais en temps de guerre, sachez, mes frères, que, quand la vie des hommes est en danger, l'argent ne compte pas. Mais il s'agit du temps de paix et par matières premières stratégiques, il faut entendre ce qui peut être utile pour la défense commune³³.

Toutefois, l'article 5 de l'annexe précise que le pays, « pour les besoins de la défense, réserve par priorité la vente des matières premières et produits stratégiques à la République française après satisfaction des besoins de sa consommation intérieure, et s'approvisionne par priorité auprès d'elle³⁴ ». Il entraîne de nombreuses protestations, face auxquelles le gouvernement français fait valoir successivement les menaces sur l'intégrité des territoires, sur les intérêts économiques des pays, ou encore sur la sécurité de ses ressortissants, pour faire pression sur les exécutifs africains.

L'exemple de l'uranium nigérien le montre parfaitement, et Houphouët poursuit sa pédagogie à l'intention de l'Entente en s'en emparant.

Si une matière donnée, l'uranium, par exemple, s'avère nécessaire pour la défense commune, la France ne s'oppose pas à son exploitation, qui n'est pas confiée à l'appréciation de la Communauté. La Communauté ne s'oppose pas dans un territoire donné à l'exploitation, mais elle ne peut pas, et c'est tout à fait naturel et normal, tout de même, laisser cette exploitation tomber entre les mains d'un ennemi de la Communauté³⁵.

L'exemple n'est pas fortuit, sans doute, et la production nigérienne est dans le viseur d'Houphouët, qui explicite ainsi la démarche de la France : ressources contre sécurité. La confiance suivante de Foccart le confirme : « Recevant Diori à l'occasion de la signature des fameux accords de mai 1967, le général lui reprochait vivement l'abstention du Niger lors d'un vote à l'ONU. [Quand l'Algérie ou le Nigeria vous aura pris un morceau de territoire, ajouta-t-il, vous vous en repentirez³⁶.] »

33 Félix Houphouët-Boigny, *Anthologie des discours*, op. cit., t. 1, p. 207-208.

34 SHD, 14H210, Accords de défense franco-mauritaniens, 19 juin 1961, annexe II.

35 Félix Houphouët-Boigny, *Anthologie des discours*, op. cit., t. 1, p. 207-208.

36 Jacques Foccart et Philippe Gaillard, *Foccart parle*, op. cit. t. 1, p. 340.

En Mauritanie, les clauses sur les matières premières déclenchent moins de crispations que celles sur les bases. Mais que signifient-elles vraiment, étant donné le poids de la France dans les réalisations industrielles, qui se solidifient sur le terrain depuis le début des années 1950? La société des mines de fer de Mauritanie (Miferma), consortium multinational créé en 1952 sous la supervision du ministère de la France d'Outre-mer, en est un exemple frappant³⁷.

À la veille de l'indépendance, devant les difficultés économiques de la Mauritanie et la pression politique marocaine, le gouvernement de Moktar Ould Daddah presse la France de soutenir son « démarrage minier³⁸ ». Cela nécessite la garantie par Paris du prêt de la BIRD, ainsi que des créances françaises supplémentaires pour construire le chemin de fer qui permettrait l'exportation du minerai³⁹. Or, la viabilité du projet est totalement liée aux impératifs de défense du territoire : seule la maîtrise de la menace armée en provenance du Maroc est à même de convaincre les bailleurs de participer au projet, et surtout de garantir la sécurité des installations minières à Zouérate et Port-Étienne.

92



2. Moktar Ould Daddah, Premier ministre mauritanien, 1959 (AN, AG/5(F)/3395)

37 ANOM, FM1 AffPol/2142, Frontière avec le Rio de Oro et évacuation minerai de fer de Mauritanie, 1952-1956.

38 AN, AG/5(F)/587, Rapport de Georges Salvy, du Bureau d'investissements en Afrique, après son entretien avec Moktar Ould Daddah, 13 janvier 1959.

39 AN, AG/5(F)/1692, Note du 20 février 1960 titrée « Plan financement du fer de Fort-Gouraud ». Le capital de la Miferma s'élève à 12,5 milliards de FCFA, dont 55 % de parts françaises, et le prêt de la BIRD à 16,5 milliards.

Il s'ensuit que l'entreprise Miferma dicte sa loi aux autorités militaires, civiles, françaises et mauritaniennes confondues. D'abord elle engage d'anciens goumiers maures pour créer sa propre milice à l'automne 1960, au mépris des solutions proposées par le commandement français de Dakar, qu'elle juge trop lentes⁴⁰. Suite au désarmement de cette milice en 1964, la direction critique régulièrement l'attitude du gouvernement mauritanien concernant le maintien de l'ordre à Zouérate. Elle est pourtant responsable en grande partie de l'atmosphère délétère qui y règne, liée aux inégalités entre cadres expatriés et employés mauritaniens, et qui explose régulièrement, en août 1961, février 1965, puis mai 1968.

D'ailleurs, en 1965, une enquête de la Mission militaire de coopération rend justice aux autorités militaires mauritaniennes, accusées à tort par la Miferma de manque de neutralité et d'incompétence. Le rapport envoyé au secrétariat général des Affaires africaines et malgaches évoque des « milieux européens extrémistes⁴¹ » qui dicteraient la conduite de la direction. Le bureau de Foccart fait donc discrètement embaucher un proche au bureau de Port-Étienne, ce qui lui permet d'avoir ses propres informations sur la question⁴². Au moment du retrait des dernières unités françaises, la même année, la direction réclame un dispositif spécial pour assurer la sécurité de la communauté expatriée de l'entreprise, qui croît à mesure que les affaires prospèrent. Le consulat de Port-Étienne et l'ambassade de Nouakchott sont alors équipés de systèmes de communication spécifiques pour joindre le point d'appui de Dakar et faire appel au commandement supérieur en cas de besoin⁴³.

La protection des chefs d'États et la réponse aux influences soviétiques et américaines

La concentration des pouvoirs aux mains des premiers présidents africains francophones font d'eux les principaux décideurs en matière de politique étrangère. Pour l'ambition de puissance de la France du général de Gaulle, compter sur le soutien sans failles ces États nécessite de contribuer à la protection leurs dirigeants. En conséquence, la question de la sécurité des chefs d'État, sans apparaître clairement dans les accords de défense, est au centre de

40 *Ibid.* Synthèse du bureau de Foccart sur les correspondances du haut-commissaire en Mauritanie, Pierre Anthonioz, et les protestations du général de Brebisson, novembre 1960. Une brève description de la milice se trouve dans l'ouvrage de Pierre Bonte et Abdelwedoud Ould Cheikh qui retrace toute l'histoire de la Miferma, devenue SNIM : *La Montagne de fer. La SNIM, Mauritanie : une entreprise minière saharienne à l'heure de la mondialisation*, Paris, Karthala, 2001, p. 72.

41 AN, AG/5(F)/2629, Sécurité Miferma, synthèse de l'ambassadeur Deniau, le 11 février 1965.

42 Un certain Valton, ancien administrateur de la FOM, *ibid.*, mars 1965.

43 AN, AG/5(F)/2071, Note du directeur de la Miferma sur la « Sécurité du personnel de Miferma », le 21 juin 1965.

la politique militaire de Paris. André Resampa, premier vice-président malgache le confirme :

À propos des accords de défense, il y a une clause secrète dont peu de gens sont au courant. Elle ne figure pas dans les accords, mais elle existe. Selon cette clause, la France doit garantir la sécurité du Président, la sienne personnelle, non celle de son poste de président. Cette clause a été introduite après 1960⁴⁴.

Messmer va plus loin en écrivant que « les moyens militaires en place à Abidjan après l'indépendance, à la demande d'Houphouët-Boigny, répondaient aux menaces possibles contre sa personne⁴⁵ ». Il insiste auprès du général Jacques Revol le 23 août 1963 : « Vous devez également garantir la sécurité personnelle du président de la République ivoirienne, s'il venait à s'en remettre à nous de ce soin⁴⁶ ». Il présente même un mécanisme mis en place pour la sécurité personnelle d'Houphouët-Boigny au début de la décennie 1970 :

94

Pour se garantir contre un coup d'État, Houphouët m'avait demandé en 1973, quand j'étais Premier ministre, de lui assurer une protection rapprochée à son domicile. [...] j'avais donc fait installer, dans le parc de l'ambassade, un détachement d'une quinzaine de parachutistes, toujours en alerte et devant répondre sans délai à l'appel d'une sonnerie d'alarme commandée par Houphouët lui-même⁴⁷.

De telles dispositions, au-delà de garantir la sécurité des fidèles, constituent un frein à la percée de l'adversaire communiste sur le continent mais aussi à l'appétit d'alliés traditionnels.

En effet, les pays de la Communauté accèdent à l'indépendance en pleine guerre froide. La compétition entre les deux blocs bat son plein et le continent africain, théâtre de la colonisation et de la naissance de nombreux États, est au cœur du combat. Pour de Gaulle, « la coopération militaire française constitue une réponse occidentale aux ambitions impérialistes de l'URSS en Afrique⁴⁸ ». Par son parapluie sécuritaire, il accroît le nombre de pays qui s'engagent à ses côtés

44 André Resampa, cité par Jean Touscoz, « La normalisation de la coopération de la France avec les pays africains francophones (aspects juridiques) », *Études internationales*, juin 1974, p. 213.

45 Pierre Messmer, *Les Blancs s'en vont : récits de décolonisation*, Paris, Albin Michel, 1998, p. 253.

46 SHD, 1R60, Instruction personnelle et secrète pour le général de brigade Revol.

47 Pierre Messmer, *Les Blancs s'en vont*, *op. cit.*, p. 253. Information confirmée par le général Gaston Ouassenan Koné, premier chef de la Garde présidentielle ivoirienne dans un entretien avec Arthur Banga le 19 mai 2010.

48 André Dumoulin, *La France militaire et l'Afrique : coopérations et interventions*, Bruxelles, Complexe, 1997.

dans le bloc capitaliste et apporte une réponse aux tentatives de « subversions » pouvant venir de « voisins rouges ». Le cas de la Côte d'Ivoire, coincée entre le Ghana et la Guinée à l'aube de son indépendance, en est révélateur. De même, les clauses concernant la sécurité des chefs d'État garantissent la protection des piliers du capitalisme en Afrique. Malgré cela, la France doit préserver son « pré carré » de l'appétit des Américains pour garantir son indépendance au sein du bloc de l'Ouest.

Si les Américains sont restés peu actifs diplomatiquement dans le « pré carré » français en 1960, ils commencent progressivement à s'y intéresser. En 1962, par exemple, Houphouët-Boigny est reçu avec les honneurs lors d'une visite officielle de deux semaines⁴⁹. L'aide militaire fait partie intégrante de leur stratégie. Ils profitent de la nomination du commandant Sanon – premier commandant de la gendarmerie ivoirienne – au poste d'attaché militaire aux États-Unis pour y faciliter les visites et les stages d'officiers ivoiriens. À partir de 1965, ils mènent des missions en Côte d'Ivoire et proposent des services en matière d'instruction et d'équipement aux responsables ivoiriens⁵⁰. Le rapport de Raphaël-Leygues, sous forme de lamentation, à ce sujet, est révélateur : « depuis l'année dernière, les États-Unis s'intéressent de plus en plus à l'armée ivoirienne ainsi qu'à la Garde présidentielle et à la police ; ils ont invité des officiers ivoiriens à visiter les USA et leurs installations militaires⁵¹ ». En réponse, la France accentue son aide militaire à la Côte d'Ivoire à travers sa participation au plan quinquennal 1970-1975 de renforcement des capacités militaires ivoiriennes.

L'outil militaire se présente ainsi comme un moyen d'ajuster les objectifs politiques de Paris concernant divers éléments stratégiques : des retombées économiques de l'exploitation des matières premières africaines, à travers la protection des entreprises ; des alliés politiques dévoués, à travers la protection des dirigeants du « pré carré » français ; des arguments pour contrer les influences extérieures. D'un autre côté, les militaires, eux-mêmes, et en particulier les spécialistes du terrain africain, sont d'indispensables maillons dans la relation « de confiance » entre les gouvernements du continent et Paris. En effet, alors qu'au fil des années 1960 et 1970 se développent des mouvements structurés contre l'emprise économique des entreprises françaises, puis contre le néocolonialisme tous azimuts, la présence d'officiers français illustre au contraire le maintien d'une certaine entente. Par exemple au Sahara, une nouvelle génération de méharistes, formés à la fin des années 1950, continue de collaborer avec les gouvernements africains, dans le cadre de l'assistance technique ou bien même

49 Frédéric Grah Mel, *Félix-Houphouët-Boigny : l'épreuve du pouvoir*, Paris, Karthala, 2010, p. 62-65.

50 SHD, 14 S254, Rapport de fin de mission du colonel Wursten, Abidjan le 9 juin 1965.

51 AN, AG/5(F)/1811, Rapport de Raphaël-Leygues, 1972.

parfois au bénéfice des États directement⁵². À cet égard, le début d'une longue série d'interventions militaires au Tchad contribue à maintenir le lien dans l'opérationnel, la « fraternité d'armes », selon le vocabulaire des troupes de marine, héritières de la Coloniale.

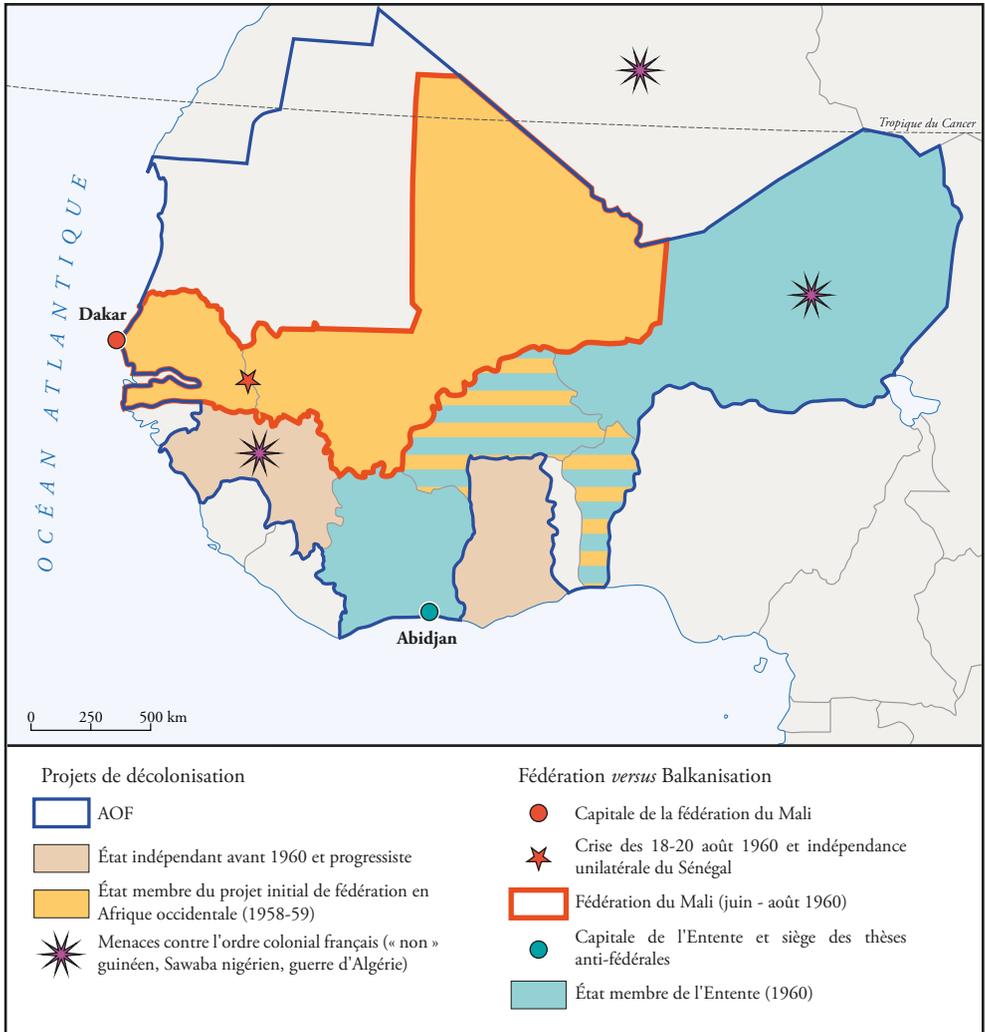
En somme, dans sa volonté de faire de l'Afrique un soubassement de sa puissance mondiale, la France accompagne ses anciennes colonies dans la mise en place de leurs outils militaires. Cette transition sécuritaire pilotée depuis Paris est réalisable grâce à un maillage institutionnel dense mais aussi par l'apport inestimable d'hommes de terrain qui ont une connaissance du continent et de ses hommes. En effet, la transition sécuritaire est caractérisée par cette approche personnelle, humaine bien plus que par les aspects stratégiques. Elle fait écho au réseau cher à Foccart. Le maintien de la base de Port-Bouët, symbole des divergences apparues entre militaires et coopérants, consacre cette primauté du politique sur le stratégique dans les relations militaires franco-africaines.

96

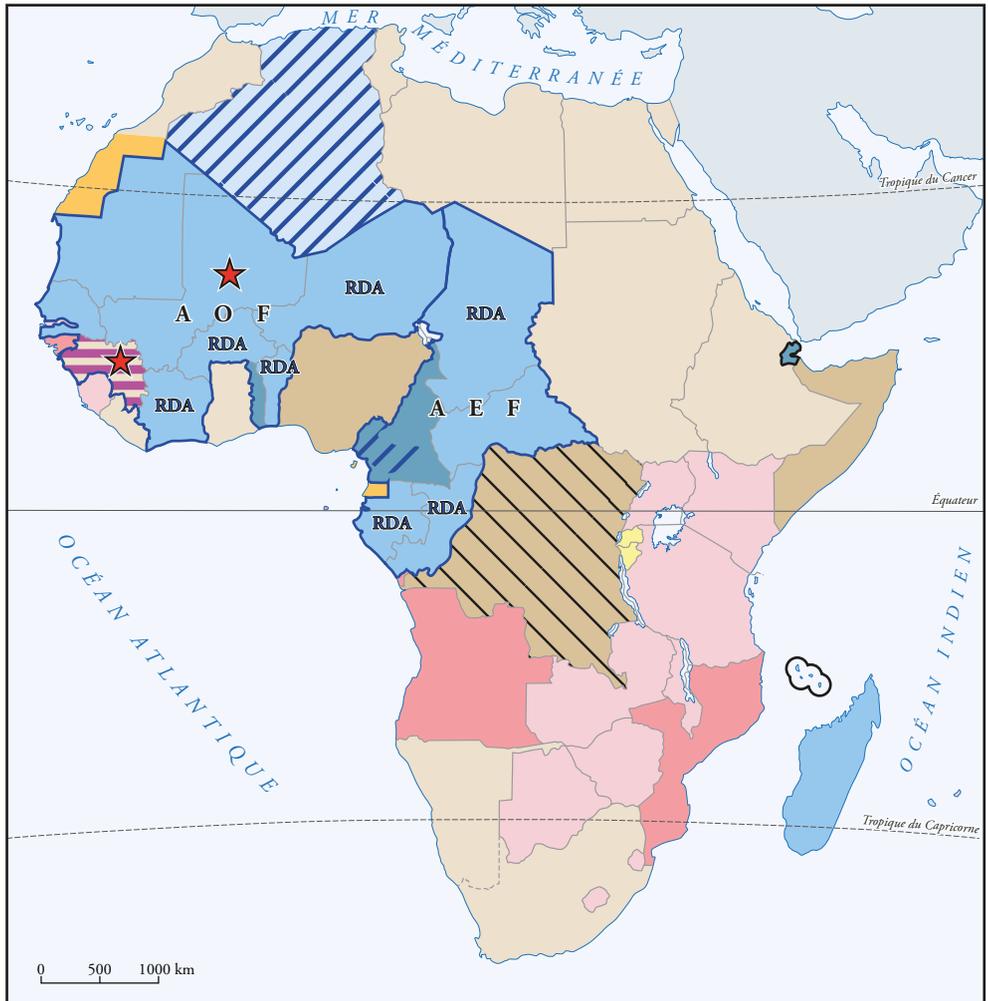
Par ailleurs, les évolutions politiques n'ont cessé de conditionner cette coopération militaire. Le virage communiste du Dahomey et les changements de régime à Niamey dans les années 1970 ont conduit à la dénonciation des accords de défense. En Mauritanie, la situation intérieure pousse le chef de l'État à prendre une série de mesures qui concourent à une « seconde indépendance » : les accords sont dénoncés, et les nouvelles négociations, en 1973, achoppent sur les questions de défense. La politique d'uniformisation des armées nationales par le canal de la coopération française se solde par un échec. À moyen terme, le système de sécurité français repose finalement sur le prépositionnement des bataillons d'infanterie de marine sur le continent. Le parapluie sécuritaire tient d'abord par l'intervention, instrument éminemment politique.

52 L'exemple de Pierre Galopin, numéro 2 du renseignement tchadien à partir de 1967, et qui connaît un destin tragique lors de l'affaire Claustre, est un des plus connus. Il avait été lieutenant méhariste en Mauritanie en 1959, puis avait servi à l'assistance technique comme conseiller à la Garde nomade du Tchad.

Cartes

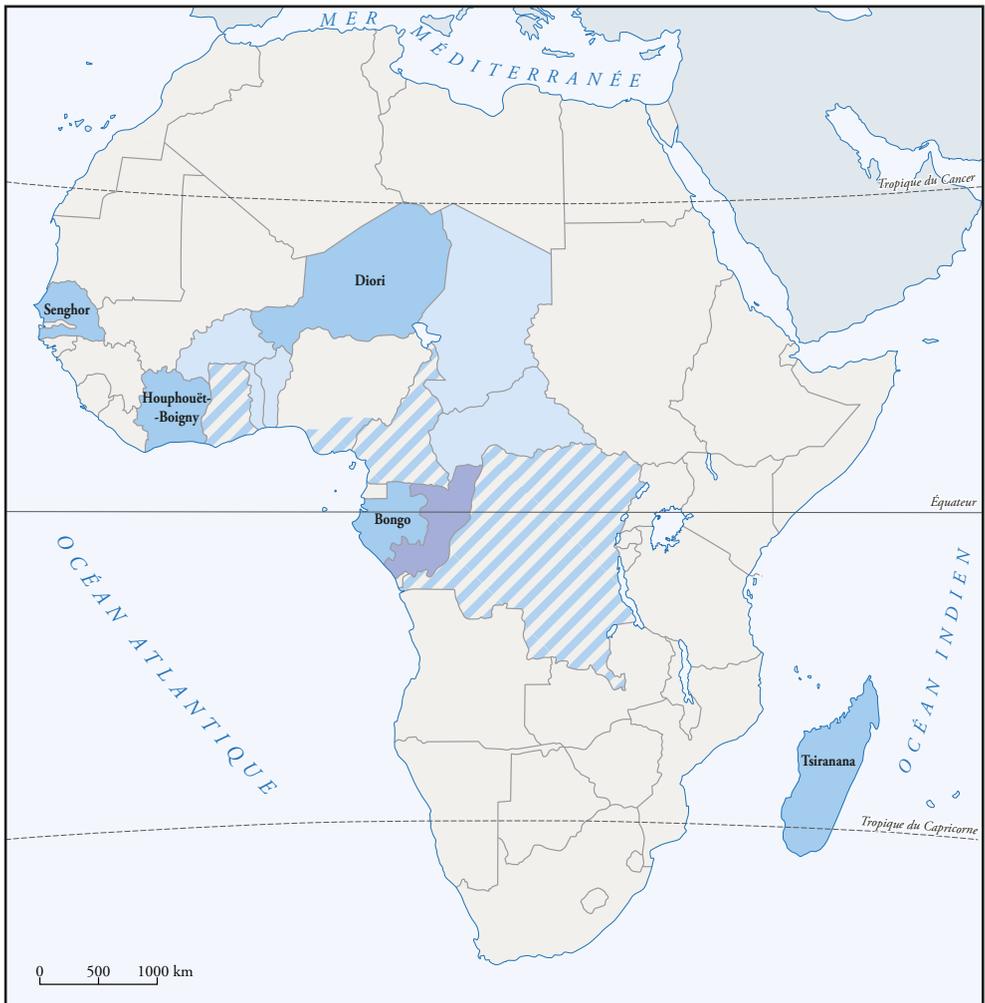


L'AOF face à la querelle fédérale (1958-1960)



| L'Empire français | 1960 : année de l'Afrique | Le crépuscule colonial |
|--------------------------------|--|-----------------------------|
| Département | Guerres coloniales françaises | État indépendant avant 1960 |
| Colonie | Crises politiques et gouvernement RDA tendance révolutionnaire | État indépendant en 1960 |
| Fédérations AOF et AEF (1958) | Territoires non décolonisés | Colonies en 1960 |
| Territoire sous tutelle | Gouvernement RDA tendance Houphouët | belge |
| « Non » à la Communauté (1958) | 1 ^{re} crise ONU (indépendance du Congo en 1960) | britannique |
| | | espagnole |
| | | portugaise |

De l'Empire à la Françafrique : 1960, année des indépendances



« Dirigeants sérieux et capables [...]. Pour ceux-là aucune hésitation. Les rapports avec eux sont confiants. L'aide française leur est assurée en tout état de cause, et quelles que soient les circonstances. »

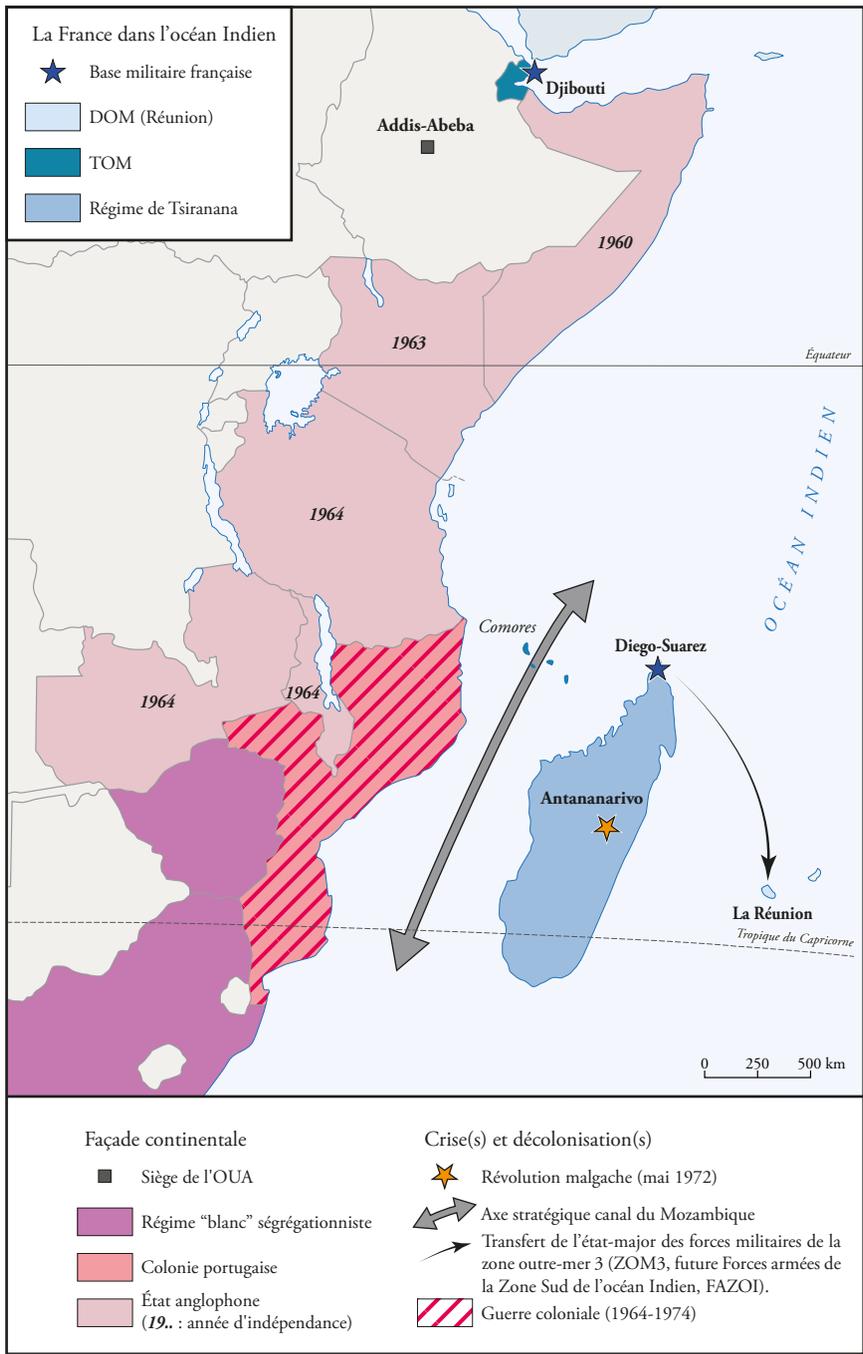
« D'autres dirigeants sont moins solides, leurs compétences moins grandes, ou leur pays plus fragile. Des mini coups d'État [...] ne changent rien fondamentalement à l'orientation de la politique de ces pays. La France laisse faire d'autant que les nouveaux "colonels" sortent tous de l'infanterie de Marine. Qu'apparaissent, en revanche, des germes de "subversion", des influences extérieures, comme au Tchad, alors l'appareil français est en alerte. »

« La notion traditionnelle du "pré carré" évolue. [...] La réunification du Cameroun [1961] avait déjà été [...] un succès français. L'aide au Biafra [1967-1970, Ojukwu], les excellents rapports noués avec le nouveau régime du Ghana [1969-1972, Busia], l'intérêt particulier porté au Congo-Kinshasa [...] »

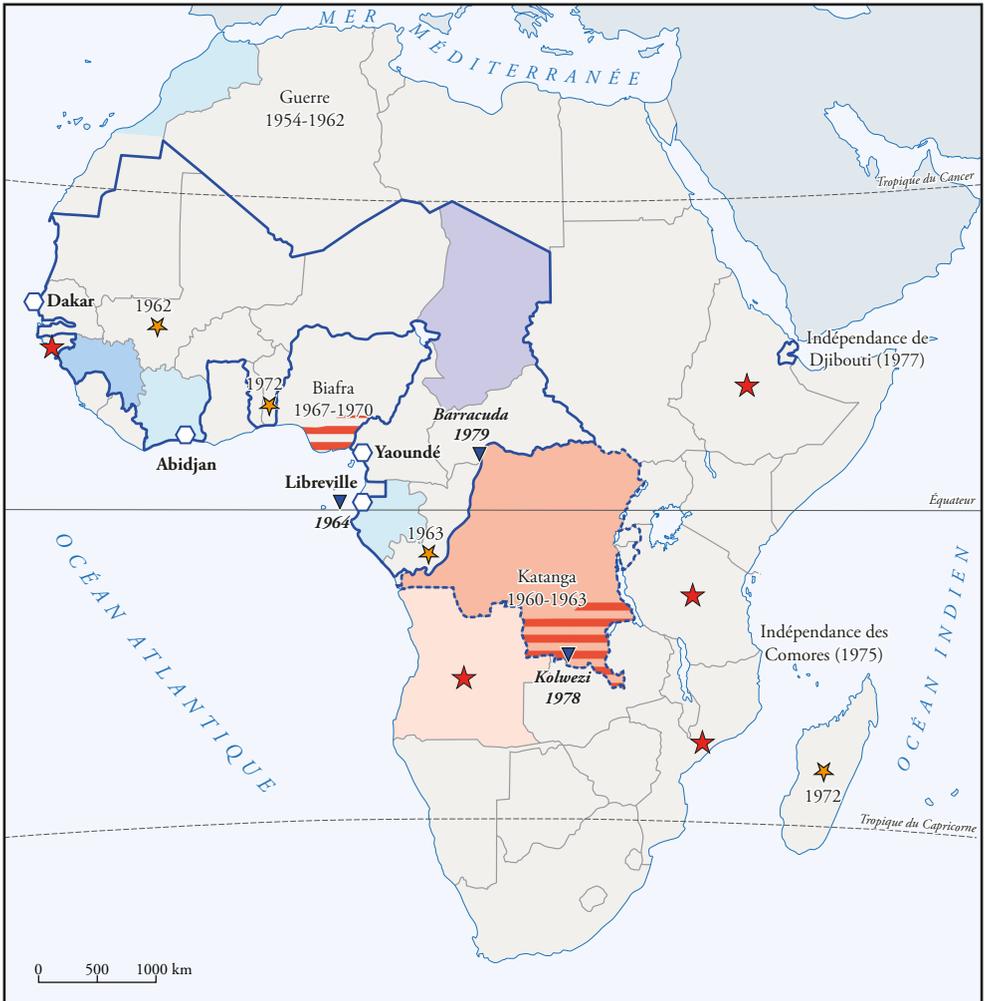
« C'est le renversement au Congo-Brazzaville, en août 1963, du régime de l'abbé Fulbert Youlou, qui a provoqué le raidissement de la doctrine gaulliste en Afrique. »

Source : AN, 90 AJ/1, manuscrit inédit
Finalemnt, qui est Monsieur Foccart ?

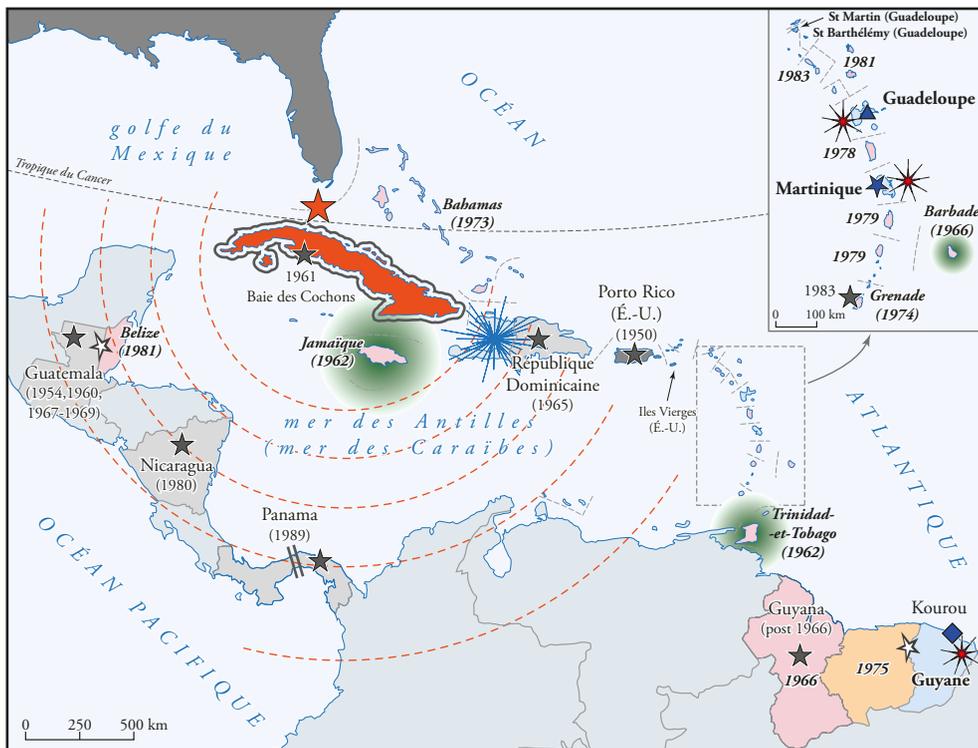
La « doctrine » : la situation géopolitique en 1970 selon un manuscrit inédit



La France dans l'océan Indien à l'aube des années 1970



Le « pré carré » et l'héritage de Foccart (1960-1980)



La France dans les Caraïbes

- ★ État-major groupe Antilles-Guyane
- ▲ Escale technique des DC8 nucléaires à destination de Polynésie
- ◆ Création du Centre d'études spatiales (1968) : « base de Kourou »
- DOM
- ★ Zone d'influence francophone

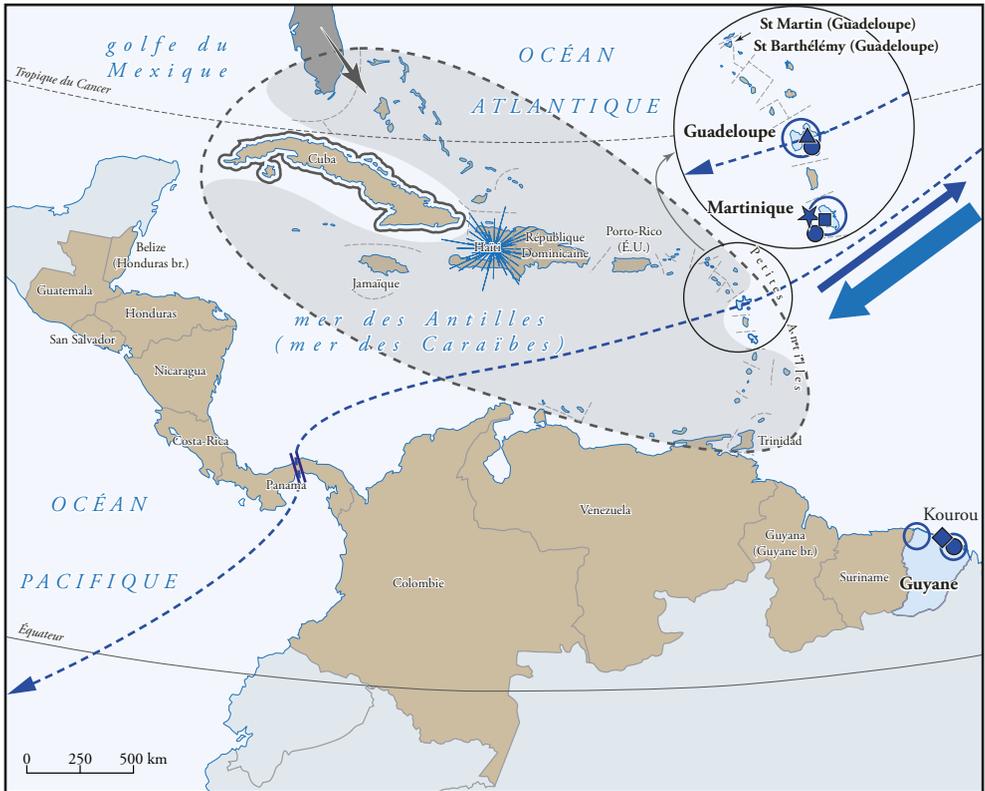
Présence et influence des États-Unis

- ≡ Canal transocéanique de Panama
- ★ Interventions américaines et dates
- ★ Crise des fusées (1962)
- Embargo sur Cuba (1962)

Décolonisation et Guerre froide

- Révolution cubaine (1959)
- Onde de choc de la Révolution cubaine
- ★ Attentats de l'Alliance révolutionnaire Caraïbes (années 1980)
- ★ Conflits frontaliers et/ou guerres civiles
- Foyers de nationalisme noir
- Colonie britannique (19.. : année d'indépendance)
- Colonie hollandaise (19.. : année d'indépendance)

Aux portes du « Mare Nostrum étasunien » :
les départements français des Caraïbes à l'heure de la guerre froide



La France dans les Caraïbes :
les facteurs de puissance et d'influence

- ★ État-major interarmées groupe Antilles - Guyane
- Service militaire adapté (SMA) : optique de contre-insurrection
- Poste SDECE
- ◆ Centre d'études spatiales
- ▲ Escale technique des DC8 nucléaires à destination de Polynésie et trajet
- Pôle universitaire
- ☼ Zone d'influence francophone
- Zone de surveillance du CRA (Centre de Recherche Avancé) de Fort-de-France

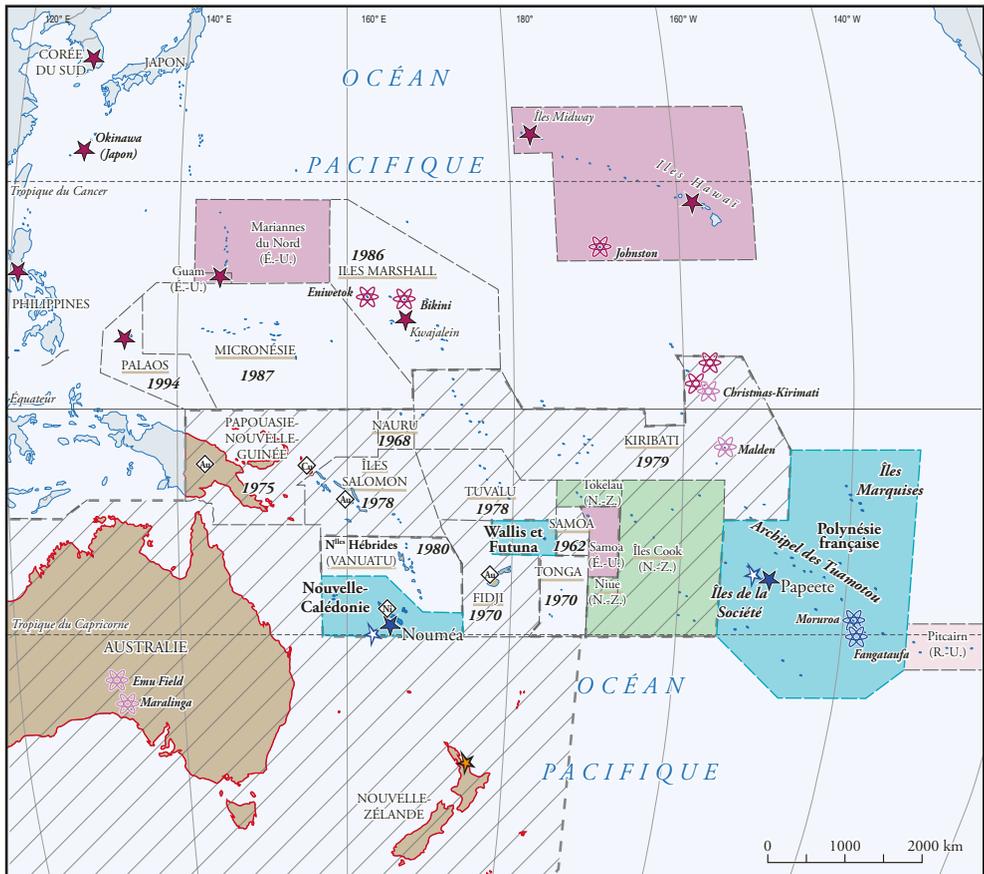
La France et ses départements caribéens

- ➔ « Cordon ombilical » avec la métropole :
- ➔ flux Antilles vers métropole
- ➜ flux métropole vers Antilles
- DOM

Environnement régional

- Espace caribéen insulaire
- ☼ Zone d'influence des États-Unis
- Embargo et rupture diplomatique avec les États-Unis (Cuba post 1959)

Défense et illustration de la présence française dans les Caraïbes :
l'épreuve de la guerre froide et de la décolonisation



La France dans le Pacifique

- ★ Base militaire
- ✳ Expériences nucléaires françaises (193 essais nucléaires de 1966 à 1996)
- ★ Troubles et/ou tensions nationalistes : Polynésie française (1958 : arrestation de Pouvanaa, 1987, 1995 : émeutes anti-nucléaires) ; Nouvelle-Calédonie (FLNKS, années 1980)
- ★ Attentat du Rainbow Warrior (1985)
- TOM (Nouvelle-Calédonie, Polynésie, Wallis et Futuna)
- Possessions françaises

Ressources minières

- ⬢ Cuivre
- ⬢ Nickel
- ⬢ Or

**Environnement régional :
décolonisation et guerre froide**

- ★ Base militaire américaine
- ✳ Expériences nucléaires américaines (1945-1963)
- ✳ Expériences nucléaires britanniques (1953-1962)
- ▨ Zone Pacifique dénucléarisée (traité de Rarotonga signé le 6 août 1985 puis ratifié à l'origine par 8 pays océaniques)
- 19. Année d'indépendance
- Possession américaine
- Possession britannique
- Possession néo-zélandaise
- Pays du Forum des îles du Pacifique
- Pays ayant pu manifester une hostilité à la présence française (liste non exhaustive)

Manifestations et contestations de la puissance française en Océanie au temps de la guerre froide

JACQUES FOCCART EN QUELQUES DATES

- 31 août 1913. Naissance à Ambrières-le-Grand, aujourd'hui Ambrières-les-Vallées (Mayenne). Fils d'Elmire de Courtemanche de la Cléménadière, blanche créole de la Guadeloupe, et de Guillaume Koch-Foccart. Passe ses premières années au château du Tertre (Mayenne).
- 1913-1919. Petite enfance passée à l'Habitation Saint-Charles à Gourbeyre (Guadeloupe), commune de la Basse-Terre où son père assure le mandat de maire (1908-1921) et possède d'importantes plantations de bananes.
- 1919-1925. Retour définitif en métropole : la famille Foccart partage son temps entre le Midi (Nice et la Villa Auguste de Monte-Carlo) et Ambrières (Le Tertre) ; il découvre Paris avec ses grands-parents.
- 1925-1930. Élève interne du lycée de l'Immaculée-Conception à Laval (Mayenne) jusqu'en classe de seconde.
- 1930-1931. Élève en classe de première au lycée de Monte-Carlo, Jacques Foccart ne passe que la première partie de son baccalauréat.
- 1931-1934 : Prospecteur commercial des usines Renault à L'Aigle (Orne) puis à Vendôme (Loir-et-Cher).
- Octobre 1934-avril 1936. Service militaire.
- 1936-1939. Foccart devient employé dans la société commerciale de Jacques Borel, proche de la famille Foccart, spécialisée dans l'import-export avec l'Outre-mer. Le métier officiel de Jacques Foccart est désormais « importateur-exportateur ».
- 20 avril 1939. Mariage avec Isabelle Fenoglio, de sept ans son aînée. Le couple n'aura pas d'enfant.
- 1939-1944. Mobilisé en août 1939 comme sous-officier de l'armée de l'Air et démobilisé en août 1940, Foccart regagne Paris puis fonde une affaire d'exploitation de bois dans l'Orne. À partir de 1943, il assure des responsabilités dans l'Orne et dans la Mayenne au sein d'un réseau de résistance, dépendant des services de renseignement de la France Libre, créé afin de soutenir le Débarquement des Alliés. Il intègre la DGER, ancêtre du SDECE.
1944. Foccart crée à Paris une société d'import-export avec les Antilles (la SAFIEX). Celle-ci restera toujours la base de son activité professionnelle, n'ayant jamais été fonctionnaire de l'État. Il en confie la gestion à son ami Robert Rigaud, dit « Bob ».
- 1947-1958. Nommé en 1947 responsable national du RPF pour les Antilles et la Guyane, désigné conseiller de l'Union française par le RPF en 1950, Foccart devient à partir de là responsable des questions ultramarines et notamment africaines au sein du parti gaulliste. Membre du conseil national, puis secrétaire général adjoint,

et secrétaire général en 1954 du RPF ; il anime jusqu'en 1958, *La Lettre à l'Union française*, instrument de propagande gaulliste à destination de l'Outre-mer.

1948. Découverte de l'existence de sa demi-sœur.

1954. Acquisition de la Villa Charlotte à Luzarches (Val-d'Oise) qui héberge sa célèbre « case à fétiches ».

1958-1974. Nommé par de Gaulle au poste de conseiller technique à Matignon (juin-décembre 1958) puis à l'Élysée (janvier 1959-mars 1959). En mars 1960, Foccart est nommé secrétaire général de la Communauté, qu'il rebaptise secrétariat général des Affaires africaines et malgaches en 1961. Il est en charge des Affaires africaines, de l'Outre-mer, de la liaison avec les services de renseignement et de sécurité et de la relation avec les organisations politiques gaullistes. Il reste en fonction jusqu'à l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, à l'exception de l'intérim d'Alain Poher en 1969. À partir de 1970, le service de son secrétariat général quitte l'hôtel de Noirmoutier, 138 rue de Grenelle, pour s'installer au 2 rue de l'Élysée.

1960. Cofondateur du Service d'action civique (SAC), héritier du service d'ordre et organe du mouvement gaulliste.

384

1974-1981. Jacques Foccart fait campagne pour Jacques Chaban-Delmas en 1974 ; sitôt élu, Valéry Giscard d'Estaing met fin à ses fonctions et liquide le secrétariat général des Affaires africaines et malgaches. Officiellement en retrait de la vie politique, Foccart se recentre sur ses activités professionnelles et lance la SAFIEX à l'assaut du marché africain ; parallèlement, il continue à entretenir ses réseaux en Afrique et dans les DOM-TOM à titre privé. Depuis la coulisse, il observe et accompagne la recomposition de la famille gaulliste.

1981-1986. À la présidentielle de 1981, Foccart est l'un rares gaullistes historiques à soutenir la candidature de Jacques Chirac et le seul baron à avoir finalement rallié le RPR. Dans l'opposition au socialisme, il affermit ses liens avec ce dernier et apporte son expérience à la reconstruction de la famille gaulliste en vue de revenir au pouvoir.

1986-1988. Conseiller à Matignon auprès de Jacques Chirac.

1988-1995. « Monsieur Afrique » de Jacques Chirac, Foccart crée la cellule Afrique de la Mairie de Paris, sise rue Martignac, et s'engage en faveur de Chirac en vue des élections présidentielles de 1995.

1991. Liquidation de la SAFIEX.

1995. Jacques Chirac, élu président, nomme Jacques Foccart son « représentant personnel auprès des chefs d'État africains » (14 rue de l'Élysée) en marge de la cellule Afrique de l'Élysée, dirigée par Michel Dupuch (2 rue de l'Élysée). Jacques Chirac l'élève à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur.

19 mars 1997. Décès à son domicile parisien de la rue de Prony.

PLAN DE L'INVENTAIRE DU FONDS FOCCART AUX ARCHIVES NATIONALES

PAPIERS FOCCART (FONDS « SCRIBE »)

Secrétariat particulier

- Relations avec le général de Gaulle (1958-1971) [5 AG F/1-35]
- Relations avec Georges Pompidou (1969-1974) [5 AG F/36-41]
- Documents généraux d'organisation (1959-1974) [5 AG F/42-58]
- Correspondance et intervention (1958-1974) [5 AG F/59-143]
 - Conseiller technique du général de Gaulle (1958-1960) [5 AG F/59-70]
 - Secrétaire général des Affaires africaines et malgaches et de la Communauté (1960-1974) [5 AG F/71-143]

Papiers du conseiller présidentiel

- Conseiller politique [5 AG F/144-317]
 - Centre pour l'expansion économique française (1955-1958) [5 AG F/144]
 - Union française (1958) [5 AG F/145]
 - Présidence du Conseil (1958) [5 AG F/146-157]
 - Présidence de la République (1959-1974) [5 AG F/158-317]
 - Relations politiques et institutionnelles (1958-1974) [5 AG F/158-221]
 - Élections présidentielles (1965, 1969, 1974) [5 AG F/222-240]
 - Élections et consultations nationales et locales (1958-1972) [5 AG F/241-317]
- Conseiller pour les affaires de renseignement et de sécurité [5 AG F/318-344]
 - Réforme du renseignement (1958-1959) [5 AG F/318-319]
 - Guerre d'Algérie et décolonisation de l'Afrique subsaharienne (1958-1968) [5 AG F/320-331]
 - Services de renseignements de la République (1958-1974) [5 AG F/332-338]
 - Renseignement privé (1958-1976) [5 AG F/339-344]
- Conseiller pour les Affaires africaines et malgaches [5 AG F/345-692]
 - La Communauté (1958-1968) [5 AG F/345-380]
 - Création (1958-1968) [5 AG F/345-351]
 - Réunions du Conseil exécutif (1959-1960) [5 AG F/352-363]
 - Comités du Conseil exécutif (1959-1960) [5 AG F/364-373]
 - Relations avec les instances extérieures (1958-1964) [5 AG F/374-380]

- Définition d'une politique africaine après 1960 (1961-1974) [5 AG F/381-392]
 Voyages du général de Gaulle en Afrique (1958-1966) [5 AG F/393-398]
 Voyages de Georges Pompidou en Afrique (1970-1973) [5 AG F/399-441]
 Visites de chefs d'État africains en France (1960-1974) [5 AG F/442-499]
 Voyages de Jacques Foccart (1961-1973) [5 AG F/500-505]
 Voyages en Afrique et séjours en France de personnalités (1959-1974)
 [5 AG F/506-523]
 Instances d'échanges franco-africains et organisations africaines (1959-1973) [5 AG F/524-527]
 États issus de l'Afrique-Occidentale française (1958-1974) [5 AG F/528-621]
 États issus de l'Afrique-Équatoriale française (1958-1974) [5 AG F/622-663]
 États issus des colonies de l'océan Indien (1958-1974) [5 AG F/664-677]
 États issus des colonies belges (1959-1974) [5 AG F/678-688]
 États étrangers à l'Afrique francophone (1958-1974) [5 AG F/689-692]
- Conseiller pour les DOM-TOM [5 AG F/693-841]
 Dossiers de personnalités (1959-1972) [5 AG F/693-700]
 Notes du général de Gaulle (1962-1969) [5 AG F/701-704]
 Conseils restreints (1962-1974) [5 AG F/705-734]
 Organisations de la politique pour les DOM-TOM (1958-1974) [5 AG F/735-746]
 Voyages dans les DOM-TOM (1960-1974) [5 AG F/747-750]
 Départements d'outre-mer (1958-1974) [5 AG F/751-782]
 Territoires d'outre-mer (1951-1974) [5 AG F/783-841]
 Amérique (1951-1973) [5 AG F/783-788]
 Océan Indien (1958-1974) [5 AG F/789-819]
 Océans Austral et Pacifique (1958-1974) [5 AG F/820-841]
- « Cabinet » de Jacques Foccart**
- René Journiac, conseiller technique (1965-1974) [5 AG F/842-937]
 Chrono des documents à l'attention du président de la République (1965-1974) [5 AG F/842-878]
 Chrono du secrétariat général (1967-1974) [5 AG F/879-893]
 Dossiers de R. Journiac (1958-1974) [5 AG F/894-926]
 Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches (1959-1974)
 [5 AG F/927-937]
- Collaborateurs pour les affaires politiques (1958-1974) [5 AG F/938-978]
 Joseph Desmarescaux (1958-1974) [5 AG F/938-970]
 Denise Rieu (1963-1974) [5 AG F/971-978]
- Chargés de mission pour les affaires africaines et malgaches (1958-1974) [5 AG F/979-1037]
 Pierre Angéli (1960-1961) [5 AG F/979-981]
 Vincent Balesi (1956-1973) [5 AG F/982-986]
 Pierre Decheix (1963-1968) [5 AG F/987-989]

Jean Guézille (1960-1961) [5 AG F/990]
Yves Jouhaud (1961-1966) [5 AG F/991]
Guy Le Bellec (1960-1974) [5 AG F/992-1010]
Maurice Ligoit (1960-1964) [5 AG F/1011]
Robert Mazeyrac (1972-1974) [5 AG F/1012-1015]
Jean Mialet (1960-1962) [5 AG F/1016]
Jacques Mouradian (1963-1964) [5 AG F/1017]
Jean Ribo (1969-1972) [5 AG F/1018-1020]
Alain Richard (1960-1974) [5 AG F/1021-1034]
Jacques Richard (1959-1974) [5 AG F/1035-1037]
Chargés de mission pour les DOM-TOM (1958-1974) [5 AG F/1038-1085]

SECRETARIAT GÉNÉRAL DES AFFAIRES AFRICAINES ET MALGACHES ET DE LA COMMUNAUTÉ (FONDS « ÉLYSÉE »)

Cellule Plantey

Affaires institutionnelles (1958-1964) [5 AG F/1086-1206]
Instances communautaires (1958-1964) [5 AG F/1086-1127]
Accession à l'indépendance (1958-1965) [5 AG F/1128-1172]
Activités des chargés de mission (1956-1964) [5 AG F/1173-1206]
Affaires internationales (1958-1964) [5 AG F/1207-1211]
Affaires judiciaires et juridiques (1958-1963) [5 AG F/1212-1245]
Activités communes de R. Journiac et son équipe (1958-1961) [5 AG F/1212-1215]
Affaires juridiques (1953-1963) [5 AG F/1216-1224]
Affaires judiciaires (1958-1961) [5 AG F/1225-1245]

« Cabinet » de Jacques Foccart

Secrétaire général (1959-1965) [5 AG F/1246-1251]
Conseiller technique (1960-1974) [5 AG F/1252-1264]
Chargés de mission (1959-1974) [5 AG F/1265-1286]
Affaires africaines et malgaches (1959-1974) [5 AG F/1265-1283]
DOM-TOM (1962-1972) [5 AG F/1284-1286]

Affaires politiques

Télégrammes diplomatiques et officiels (1960-1974) [5 AG F/1287-1446]
Synthèses diplomatiques (1959-1974) [5 AG F/1447-1635]
« Pré carré » (1958-1974) [5 AG F/1636-2123]

- Afrique occidentale (1960-1974) [5 AG F/1636-1777]
 Guinée-Conakry (1959-1974) [5 AG F/1636-1652]
 Mali (1960-1974) [5 AG F/1653-1685]
 Mauritanie (1958-1974) [5 AG F/1686-1722]
 Sénégal (1958-1974) [5 AG F/1723-1776]
 Sécheresse au Sahel (1973) [5 AG F/1777]
- Afrique occidentale (1958-1974) [5 AG F/1778-1905]
 Conseil de l'Entente (1960-1972) [5 AG F/1778-1781]
 Côte d'Ivoire (1958-1974) [5 AG F/1782-1814]
 Dahomey (1958-1974) [5 AG F/1815-1838]
 Haute-Volta (1958-1974) [5 AG F/1839-1859]
 Niger (1958-1974) [5 AG F/1860-1886]
 Togo (1958-1974) [5 AG F/1887-1905]
- Afrique équatoriale (1958-1974) [5 AG F/1906-2072]
 Communauté des anciens membres de l'Afrique-Équatoriale française
 (1959-1973) [5 AG F/1906-1909]
 Cameroun (1958-1974) [5 AG F/1910-1935]
 Centrafrique (1958-1974) [5 AG F/1936-1962]
 Congo-Brazzaville (1958-1974) [5 AG F/1963-1995]
 Gabon (1958-1974) [5 AG F/1996-2024]
 Tchad (1958-1974) [5 AG F/2025-2058]
 Subversion (1964-1973) [5 AG F/2059-2072]
- Madagascar (1958-1974) [5 AG F/2073-2123]
- Afrique « hors champ » (1958-1974) [5 AG F/2124-2342]
- Afrique francophone et anciennes colonies belges (1958-1974) [5 AG F/2124-2206]
 République démocratique du Congo [5 AG F/2124-2168]
 Burundi et Rwanda [5 AG F/2169-2191]
 Élargissement de la politique du « pré carré » [5 AG F/2192-2206]
- Afrique anglophone et anciennes colonies britanniques (1959-1974)
 [5 AG F/2207-2315]
 Politique post-coloniale britannique (1959-1971) [5 AG F/2207-2208]
 Afrique occidentale anglophone (1960-1974) [5 AG F/2209-2255]
 Afrique orientale anglophone (1959-1974) [5 AG F/2256-2281]
 Afrique australe anglophone (1960-1974) [5 AG F/2282-2305]
 Océan Indien anglophone (1960-1974) [5 AG F/2306-2315]
- Afrique lusophone et colonies portugaises (1960-1974) [5 AG F/2316-2323]
 Afrique hispanophone et colonies espagnoles (1967-1974) [5 AG F/2324-2326]
 Corne de l'Afrique (1960-1974) [5 AG F/2327-2342]
- Aires hors d'Afrique subsaharienne (1959-1974) [5 AG F/2343-2436]
 Afrique du Nord et Moyen-Orient (1959-1974) [5 AG F/2343-2375]
 Amérique (1960-1974) [5 AG F/2376-2403]
 Europe (1960-1974) [5 AG F/2404-2434]
 Océanie (1964-1971) [5 AG F/2435-2436]
- Organisations internationales (1958-1974) [5 AG F/2437-2591]

- Organisation des Nations unies (1958-1974) [5 AG F/2437-2495]
 - Organes centraux (1958-1974) [5 AG F/2437-2475]
 - Institutions dépendant de l'ONU (1958-1974) [5 AG F/2476-2495]
- Organisations intercontinentales (1961-1974) [5 AG F/2496-2507]
- Organisations africaines (1958-1974) [5 AG F/2508-2556]
 - Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara (1959-1964) [5 AG F/2508]
 - Organisation de l'unité africaine (1958-1974) [5 AG F/2509-2530]
 - Organisation africaine et malgache du groupe francophone (1960-1974) [5 AG F/2531-2553]
 - Organisations régionales (1959-1971) [5 AG F/2554-2556]
- Communauté économique européenne (1960-1974) [5 AG F/2557-2587]
- Conférences et organisations non gouvernementales (1959-1971) [5 AG F/2588-2591]
- Affaires réservées (1958-1974) [5 AG F/2592-2640]
 - Communauté (1960-1968) [5 AG F/2592-2595]
 - Renseignement (1959-1974) [5 AG F/2596-2628]
 - Relations avec les services de renseignement (1960-1973) [5 AG F/2596-2606]
 - Surveillance politique (1959-1974) [5 AG F/2607-2628]
 - Enquêtes et missions particulières (1958-1971) [5 AG F/2629-2640]

Affaires militaires

- Présidence du général de Gaulle (1959-1969) [5 AG F/2641-2695]
 - Officiers de l'état-major particulier (1959-1969) [5 AG F/2641-2672]
 - Chargés de mission civils (1960-1969) [5 AG F/2673-2695]
- Présidence de Georges Pompidou (1969-1974) [5 AG F/2696-2769]

Affaires économiques et financières

- Mission de Jean Mialet (1958-1968) [5 AG F/2770-2826]
 - Communauté et indépendance (1958-1962) [5 AG F/2770-2786]
 - Dossiers clos en 1962 (1960-1962) [5 AG F/2787-2809]
 - Activités d'influence économique (1959-1968) [5 AG F/2810-2826]
- Mission économique et financière (1958-1974) [5 AG F/2827-3041]
 - Orientation générale (1958-1974) [5 AG F/2827-2868]
 - Mission de J.-P. Hadengue (1958-1966) [5 AG F/2827-2853]
 - Mission de G. Barrère (1966-1974) [5 AG F/2854-2868]
 - Politique financière du franc CFA (1959-1973) [5 AG F/2869-2909]
 - Grands secteurs d'activités économiques (1958-1974) [5 AG F/2910-2971]
 - Grands produits (1958-1973) [5 AG F/2910-2936]
 - Matières premières stratégiques (1959-1974) [5 AG F/2937-2951]
 - Télécommunications et transports (1959-1973) [5 AG F/2952-2969]
 - Tourisme (1960-1968) [5 AG F/2970-2971]
 - Relations bilatérales (1959-1973) [5 AG F/2972-3041]

« Pré carré » (1959-1973) [5 AG F/2972-3036]
Afrique « hors champ » (1960-1972) [5 AG F/3037-3041]

Coopération

Coopération générale (1958-1974) [5 AG F/3042-3249]
Fonds d'aide et de coopération (1960-1974) [5 AG F/3042-3147]
Assistance technique en personnel (1958-1974) [5 AG F/3148-3180]
Synthèses des missions d'aide et de coopération (1966-1974) [5 AG F/3181-3210]
Politiques de développement (1959-1974) [5 AG F/3211-3224]
Réformes de la politique d'aide et de coopération (1959-1973) [5 AG F/3225-3243]
Expatriés (1960-1974) [5 AG F/3244-3249]
Coopération technique (1959-1974) [5 AG F/3250-3404]
Affaires judiciaires et juridiques (1959-1973) [5 AG F/3250-3274]
Affaires culturelles, scientifiques et techniques (1959-1974) [5 AG F/3275-3379]
Francophonie (1961-1974) [5 AG F/3275-3285]
Enseignement et enseignement supérieur (1959-1974) [5 AG F/2386-3340]
Action culturelle (1960-1974) [5 AG F/3341-3352]
Jeunesse et sport (1960-1974) [5 AG F/3353-3358]
Information et médias (1960-1974) [5 AG F/3359-3375]
Vie associative franco-africaine (1960-1974) [5 AG F/3376-3379]
Affaires sociales (1960-1974) [5 AG F/3380-3404]
Affaires générales (1960-1974) [5 AG F/3380-3391]
Relations bilatérales (1960-1974) [5 AG F/3392-3400]
Anciens combattants (1960-1974) [5 AG F/3401-3404]

390

Départements et territoires d'outre-mer

Télégrammes officiels (1962-1969) [5 AG F/3405-3419]
Synthèses officielles (1963-1973) [5 AG F/3420-3438]
Politiques de développement (1958-1974) [5 AG F/3439-3490]
Départements d'outre-mer (1960-1974) [5 AG F/3491-3518]
Affaires politiques (1962-1974) [5 AG F/3491-3515]
Antilles (1963-1970) [5 AG F/3491-3502]
Guyane (1962-1974) [5 AG F/3503-3508]
Réunion (1962-1973) [5 AG F/3509-3515]
Affaires militaires communes (1960-1972) [5 AG F/3516-3518]
Territoires d'outre-mer (1959-1974) [5 AG F/3519-3573]
Saint-Pierre-et-Miquelon (1961-1970) [5 AG F/3574-3521]
Océan Indien (1959-1974) [5 AG F/3522-3573]
Comores (1959-1974) [5 AG F/3522-3529]
Côte française des Somalis [CFS] et Territoire français des Afars et des Issas (1959-1974) [5 AG F/3530-3541]

- Océans Austral et Pacifique (1959-1974) [5 AG F/3542-3573]
 - Nouvelle-Calédonie (1962-1973) [5 AG F/3542-3558]
 - Polynésie française (1961-1973) [5 AG F/3559-3565]
 - Nouvelles-Hébrides (1960-1974) [5 AG F/3566-3568]
 - Terres australes et antarctiques françaises (1959-1972) [5 AG F/3569-3571]
 - Wallis-et-Futuna (1960-1969) [5 AG F/3572-3573]

Services du secrétariat général

- Protocole (1958-1974) [5 AG F/3574-3743]
 - Visites et voyages officiels (1959-1974) [5 AG F/3574-3636]
 - Voyages officiels du Président français en Afrique (1959-1973) [5 AG F/3574-3600]
 - Visites officielles de chefs d'État africains en France (1961-1972) [5 AG F/3601-3620]
 - Voyages de personnalités (1960-1974) [5 AG F/3621-3636]
 - Correspondance officielle (1960-1974) [5 AG F/3637-3649]
 - Cérémonies et réceptions (1959-1974) [5 AG F/3650-3685]
 - Documentation (1958-1974) [5 AG F/3686-3731]
 - Information institutionnelle et administrative (1958-1974) [5 AG F/3686-3721]
 - Dossiers d'activités du service du protocole (1960-1974) [5 AG F/3722-3731]
 - Relations parlementaires (1959-1974) [5 AG F/3732-3743]
- Bureau de documentation et de presse (1944-1974) [5 AG F/3744-3889]
 - Fonctionnement (1958-1974) [5 AG F/3744-3765]
 - Presse relative aux présidents de la République (1944-1974) [5 AG F/3766-3784]
 - Presse relative à J. Foccart (1962-1974) [5 AG F/3785-3808]
 - Activités et production (1959-1974) [5 AG F/3809-3852]
 - Documentation (1958-1974) [5 AG F/3853-3889]
- Service administratif et financier (1958-1975) [5 AG F/3890-4072]
 - Fonctionnement et organisation (1959-1975) [5 AG F/3890-3921]
 - Affaires financières (1959-1974) [5 AG F/3922-4027]
 - Comptabilité (1959-1974) [5 AG F/3922-4004]
 - Régie d'avances (1959-1974) [5 AG F/4005-4027]
 - Personnel et ressources humaines (1958-1974) [5 AG F/4028-4072]
 - Dossiers du personnel (1959-1974) [5 AG F/4028-4044]
 - Effectifs et situation administrative des agents (1958-1974) [5 AG F/4045-4056]
 - Rémunérations, pensions et indemnités (1959-1974) [5 AG F/4057-4072]
- Affaires générales (1958-1974) [5 AG F/4073-4155]
 - Courrier (1958-1974) [5 AG F/4073-4109]
 - Correspondance administrative active (1958-1974) [5 AG F/4073-4096]
 - Correspondance administrative passive (1966-1974) [5 AG F/4097-4109]
 - Logistique (1953-1974) [5 AG F/4110-4146]
 - Organisation du secrétariat général (1959-1974) [5 AG F/4110-4119]

Documentation (1958-1974) [5 AG F/4120-4131]
Archivage (1953-1970) [5 AG F/4132-4146]
Période intérimaire et liquidation du secrétariat général (avril-juin 1974)
[5 AG F / 4147-4155]

BIBLIOGRAPHIE

Cette bibliographie ne saurait prétendre à l'exhaustivité. Elle se concentre sur six aspects des activités de Jacques Foccart à l'Élysée. Le premier est constitué par les écrits et témoignages de Jacques Foccart. Le second concerne les mémoires de personnalités ayant partie liée avec les activités de Jacques Foccart dans les décennies soixante et soixante-dix (en partie inspiré de titres de la bibliothèque de Jacques Foccart conservée par la fondation Charles-de-Gaulle). La troisième entrée s'attache à la décolonisation de l'Afrique subsaharienne et aux travaux effectués sur la base des archives Foccart. Des références bibliographiques britanniques, portugaises et belges sont introduites : les titres ont été sélectionnés en fonction de leur importance épistémologique et des récentes découvertes archivistiques qu'explorent ces travaux (Migrated Archives britanniques ou archives de la PIDE, la police politique du régime salazariste). La quatrième entrée concerne les Outre-mer, et notamment les tous premiers travaux effectués sur la base des archives Foccart. La cinquième entrée, très brève, est occupée par des œuvres de fiction inspirées de grandes affaires de la décolonisation pour les années soixante et soixante-dix : assassinat de Lumumba et guerre du Congo, version romancée de l'ascension du général Eyadéma au sein des chefs d'État du « pré carré », ou encore intrigue policière inspirée de l'affaire Ben Barka. Enfin, une sixième entrée est consacrée à la filmographie à travers des films documentaires intéressant la décolonisation de l'Afrique francophone et l'évolution des Outre-mer.

Pour une bibliographie intéressant la présidence du général de Gaulle, nous nous référons à celle précédemment établie par Nicole Even : Archives de la présidence de la République. Général de Gaulle (1959-1969), Paris, Archives nationales, 2016, p. 28-33.

ÉCRITS DE JACQUES FOCCART ET ENTRETIENS

Journal de l'Élysée, t. 1, Tous les soirs avec de Gaulle (1965-1967), mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1997.

Journal de l'Élysée, t. 2, Le Général en mai (1968-1969), mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1998.

Journal de l'Élysée, t. 3, Dans les bottes du Général (1969-1971), mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1999.

Journal de l'Élysée, t. 4, *La France pompidolienne (1971-1972)*, mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard / Jeune Afrique, 2000.

Journal de l'Élysée, t. 5, *La Fin du gaullisme (1973-1974)*, mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 2001.

(avec Philippe GAILLARD), *Foccart parle*, t. 1, 1913-1969, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1995.

(avec Philippe GAILLARD), *Foccart parle*, t. 2, 1969-1996, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1997.

MÉMOIRES, TÉMOIGNAGES ET TRAVAUX DE COLLABORATEURS DE JACQUES FOCCART

AIMÉ-BLANC, Lucien, *L'Indic et le Commissaire*, Paris, Plon, 2006.

BAKARY, Djibo, « *Silence! On décolonise...* » *Itinéraire politique et syndical d'un militant africain*, Paris, L'Harmattan, 1992.

394 BALESI, Vincent, *Méharées : au grand large du fort Coppolini de Tidjikla dans le Sahara occidental*, Paris, Arcam, 1995¹.

BERNET, Philippe, et LEROY-FINVILLE, Marcel, *SDECE, service 7. L'extraordinaire aventure du colonel Leroy-Finville et de ses clandestins*, Paris, Presses de la Cité, 1980.

BERNET, Philippe, et WYBOT Roger, *Roger Wybot et la bataille pour la DST*, Paris, Presses de la Cité, 1975.

BOLOTTE, Pierre, *Mémoires d'un préfet*, tapuscrit consultable au Centre d'archives d'histoire contemporaine de Sciences Po.

BOURGI, Robert, *Le Général de Gaulle et l'Afrique noire, 1940-1969*, Paris/Abidjan, Librairie générale de droit et jurisprudence/Nouvelles éditions africaines, 1980.

« La Communauté », numéro spécial de *Promotions*, préface d'Alain Plantey, 1960/4.

COULIBALY, Daniel Ouezzin, *Combat pour l'Afrique : 1946-1958. Lutte du RDA pour une Afrique nouvelle*, textes présentés par Claude Gérard, Abidjan, Nouvelles éditions africaines, 1988.

DEBRÉ (Michel), *Au service de la nation*, Paris, Stock, 1963².

—, *Une politique pour la Réunion*, Paris, Plon, 1974.

—, *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. I, *Combattre*, Paris, Albin Michel, 1984.

—, *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. II, *Agir (1946-1958)*, Paris, Albin Michel, 1988.

—, *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. III, *Gouverner (1958-1962)*, Paris, Albin Michel, 1988.

1 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

2 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

- , *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. IV, *Gouverner autrement (1962-1970)*, Paris, Albin Michel, 1993.
- DELAUNEY, Maurice, *De la casquette à la jacquette, ou De l'administration coloniale à la diplomatie africaine*, Paris, La Pensée universelle, 1982³.
- DELEPLANQUE, Jean, *Le Préfet et le Saumon. Souvenirs*, Paris, Michel de Maule, 2011.
- DENARD, Bob, et FLEURY, Georges, *Corsaire de la République*, Paris, Robert Laffont, 1998.
- DENARD, Bob, et LUNEL, Pierre, *Bob Denard, le roi de fortune*, Paris, Édition n° 1, 1992.
- DEVLIN, Larry, *Chief of Station, Congo. A memoir of 1960-67*, New York, PublicAffairs, 2007.
- , *CIA, mémoires d'un agent. Ma vie de chef de poste pendant la guerre froide*, trad. Jacques Braibant, Paris/Bruxelles, Jourdan, 2009.
- FANON, Frantz, *Pour la révolution africaine. Écrits politiques*, Paris, Maspero, 1964, rééd. Paris, La Découverte, 2006.
- FENKAM, Frédéric, *Les Révélations de Jean Fochivé, le chef de la police politique des présidents Abidjo et Biya*, Bondy, Minsi, 2003.
- FOYER, Jean, *Sur les chemins du droit avec le Général: mémoires de ma vie politique (1944-1988)*, avec la collaboration de Sabine Jansen, Paris, Fayard, 2006.
- FRANÇAIS, Jean, *Le Putsch de Bokassa. Histoire secrète*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- GOUILLY, Alphonse, *L'Islam devant le monde moderne*, Paris, La Nouvelle Édition, 1945⁴.
- , *L'Islam dans l'Afrique occidentale française*, Paris, Larose, 1952.
- LAMIZANA, Sangoulé, *Mémoires*, t. I, *Sous les drapeaux*, Paris, Jaguar conseil, 1999.
- , *Mémoires*, t. II, *Sur la brèche trente ans durant*, Paris, Jaguar conseil, 1999.
- LANTIER, Jacques, *Le Temps des mercenaires. Faut-il les condamner?*, Verviers/Paris, Gérard et Cie/L'Inter, coll. « Bibliothèque Marabout », 1969⁵.
- LE CORNEC, Jacques, *Un royaume antillais. D'histoires et de rêves et de peuples mêlés*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- LEMARCHAND, Philippe, « *Barbouze* » *du Général*, avec la collaboration de Jean-François Bège, Paris, Le Cherche Midi, 2005.
- LIGOT, Maurice, *Les Accords de coopération entre la France et les États africains et malgache d'expression française*, préface de Jacques Foccart, Paris, La Documentation française, 1964.
- , *Un territoire, une passion*, Paris, France-Empire, 1993⁶.

3 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

4 Alphonse Gouilly est un des pseudonymes littéraires utilisés par Jacques Mouradian, du temps où il était administrateur colonial.

5 Sous le pseudonyme du héros de *La Bête humaine* d'Émile Zola se cache en réalité le commissaire Raymond (dit Ange) Antonini, qui fut notamment envoyé suivre la crise congolaise pour l'ONU avant de devenir conseiller de François Tombalbaye pour les questions de police au titre de la coopération franco-tchadienne.

6 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

- LISETTE, Gabriel, *Le Combat du Rassemblement démocratique africain pour la décolonisation pacifique de l'Afrique noire*, Paris, Présence africaine, 1983.
- MALOUBIER, Bob, *L'Espion aux pieds palmés*, Paris/Monaco, Éditions du Rocher, 2013.
- MARENCHES, Alexandre de, et OCKRENT, Christine, *Dans le secret des princes*, Paris, Stock, 1986.
- MESSMER, Pierre, *Après tant de batailles. Mémoires*, Paris, Albin Michel, 1992.
- N'DIAYE, Bokar, *Les Castes au Mali*, Bamako, Éditions populaires, 1970.
- , *Groupes ethniques au Mali*, Bamako, Éditions populaires, 1970.
- PADMORE, George, *Pan-africanism or Communism? The Coming Struggle for Africa*, London, Dobson, 1956 ; *Panafricanisme ou communisme ? La prochaine lutte pour l'Afrique*, trad. Thomas Diop, Paris, Présence africaine, 1961.
- QUENUM, Maximilien, *Au pays des Fons. Us et coutumes du Dahomey*, Paris, Larose, 1938.
- RAPHAËL-LEYGUES, Jacques, *Chroniques des années incertaines 1935-1945*, Paris, France-Empire, 1977.
- RENAULT, Alain, et ROBERT, Maurice, *Maurice Robert, « ministre » de l'Afrique*, Paris, Éditions du Seuil, 2004.
- ROCHET, Jean, *Cinq ans à la tête de la DST (1967-1972) : la mission impossible*, Paris, Plon, 1985.
- ROUGELET, Patrick, *RG, la machine à scandales*, Paris, Albin Michel, 1997.
- SANMARCO, Louis, *Le Colonisateur colonisé*, Lausanne, Pierre-Marcel Favre, 1983.
- SASIA, Raymond, *Le Mousquetaire du Général. Entretiens avec le père Philippe Verdin*, Paris, Guéna, 2010.
- SOUTOU, Jean-Marie, *Un diplomate engagé. Mémoires 1939-1979*, Paris, De Fallois, 2011.
- STOCKWELL, John, *In Search of Enemies: A CIA Story*, New York, Norton, 1978.
- THIBAU, Jacques, *La France colonisée*, Paris, Flammarion, 1979.
- VIÉ, Jean-Émile, *Faut-il abandonner les DOM?*, Paris, Économica, 1978.
- , *Mémoires d'un directeur des renseignements généraux*, Paris, Albin Michel, 1988.
- YOULOU, Fulbert, *J'accuse la Chine*, Paris, La Table ronde, 1966.
- ZELLER, André, *Journal d'un prisonnier. Le témoignage d'un des quatre généraux du putsch d'Alger*, avant-propos et notes de Bernard Zeller, Paris, Tallandier, 2014.

DÉCOLONISATION DE L'AFRIQUE

- AGERON, Charles-Robert, *La Décolonisation française* (1991), 2^e éd. revue et augmentée, Paris, Amand Colin, 1994.
- AGERON, Charles-Robert, et MICHEL, Marc (dir.), *L'Afrique noire française. L'heure des indépendances*, Paris, CNRS éditions, 1992.

- AGERON, Charles-Robert, et MICHEL, Marc (dir.), *L'Ère des décolonisations*, Paris, Karthala, 1995.
- AMSELLE, Jean-Loup, et M'BOKOLO, Elikia (dir.), *Au cœur de l'ethnie : ethnie, tribalisme et État en Afrique*, Paris, La Découverte, 1985.
- ANDERSON, David, *Histories of the Hanged: The Dirty War in Kenya and the End of Empire*, New York, Norton, 2005.
- ANDREW, Christopher, et MITROKHINE, Vassili, *Le KGB à l'assaut du tiers monde : agression, corruption, subversion*, Paris, Fayard, 2008.
- AWENANGO, Séverine, BARTHÉLÉMY, Pascale, et TSHIMANGA, Charles (dir.), *Écrire l'histoire de l'Afrique autrement ?*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- BAT (Jean-Pierre), « Les archives de l'AEF », *Afrique & Histoire*, 7, 2009/1, p. 301-310.
- , « Le rôle de la France après les indépendances. Jacques Foccart et la *Pax Gallica* », *Afrique contemporaine*, 235, 2010/3, p. 43-52.
- , *Le Syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2012.
- , « Georges Conan. RG et contre-subversion au Cameroun (1955-1960) » et « Artine Hamalian, itinéraire d'un policier "harki" avant la lettre. De la Sûreté générale du Liban et de la Syrie à la délégation SCTIP de Fort-Lamy », dans Jean-Pierre Bat et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e et XX^e siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 167-171 et p. 187-198.
- , « Les diamants (de Bokassa) sont éternels. Pré carré et guerre fraîche : la fabrique de la Françafrique », *Afrique contemporaine*, 246, 2013/2, p. 127-148.
- , *La Fabrique des barbouzes. Histoire des réseaux Foccart en Afrique*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2015, rééd. poche 2017.
- , *Françafrique. Opérations secrètes et affaires d'État*, Paris, Tallandier, 2016.
- , « Le secteur N (Afrique) et la fin de la Guerre froide », *Relations internationales*, 165, 2016/1, p. 43-56.
- BAT, Jean-Pierre, et GENESTE, Pascal, « Jean Mauriceau-Beaupré : de Fontaine à Mathurin, JMB au service du Général », *Relations internationales*, 142, 2010/2, p. 87-100.
- BAULIN, Jacques, *La Politique africaine d'Houphouët-Boigny*, Paris, Eurafor-Press, 1980.
- , *La Succession d'Houphouët-Boigny : les débuts de Konan Bédié*, Paris, Karthala, 2000.
- BAYART, Jean-François, *L'État en Afrique, la politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989 (2^e éd. 2006).
- BAZENGISSA-GANGA, Rémy, *Les Voies du politique au Congo : essai de sociologie historique*, Paris, Khartala, 1997.
- BERNAULT, Florence, *Démocraties ambiguës en Afrique centrale : Congo-Brazzaville, Gabon, 1940-1965*, Paris, Karthala, 1996.
- BERNUSSOU, Jérôme, *Histoire et mémoire au Niger de l'indépendance à nos jours*, Toulouse, CNRS/Université de Toulouse-le-Mirail, 2009.

- BETI, Mongo, *Main basse sur le Cameroun. Autopsie d'une décolonisation*, Paris, Maspero, 1972, rééd. Paris, La Découverte, 2010.
- BIGO, Didier, *Pouvoir et obéissance en Centrafrique*, Paris, Karhala, 1988.
- BRUNSCHWIG, Henri, *L'Avènement de l'Afrique Noire, du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1963.
- BUIJTENHUIJS, Robert, *Le Frolinat et les guerres civiles du Tchad (1977-1984) : la révolution introuvable*, Paris/Ra Leiden, Karhala/Afrika-Studiecentrum, 1987.
- CHAFER, Tony, et KEESE, Alexander, *Francophone Africa at Fifty*, Manchester, Manchester University Press, 2014.
- CHRÉTIEN, Jean-Pierre, *L'Afrique des Grands Lacs. Deux mille ans d'histoire*, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 2003.
- CHRÉTIEN, Jean-Pierre, et DUPAQUIER, Jean-François, *Burundi 1972. Au bord des génocides*, Paris, Karhala, 2007.
- Comité scientifique international pour la rédaction d'une histoire générale de l'Afrique*, t. VIII : *L'Afrique depuis 1935*, Paris, UNESCO, 1988.
- Congo 1960 : échec d'une décolonisation*, préface de Colette Braeckman, Bruxelles, André Versaille, 2010.
- COOPER, Frederick, *Africa since 1940: The Past of the Present*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002 ; *L'Afrique depuis 1940*, trad. Christian Jeanmougin, Paris, Payot, 2008, rééd. poche 2012.
- CORNÈDE, Martine, « Politique d'ouverture des fonds coloniaux », *Afrique & Histoire*, 7, 2009/1, p. 313-320.
- CORREAU, Laurent, *Goukouni Weddeye. Témoignage pour l'histoire du Tchad*, RFI, 2008.
- DARD, Olivier, *Voyage au cœur de l'OAS*, Paris, Perrin, 2005.
- DELTOUBE, Thomas, DOMERGUE, Manuel, et TATSITSA, Jacob, *Kamerun! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique*, Paris, La Découverte, 2011.
- DECALO, Samuel, *Psychoses of Power: African Personal Dictatorships*, Boulder (Colo.)/ London, Westview Press, 1998.
- DE WITTE, Ludo, *L'Assassinat de Lumumba*, Paris, Karhala, 2000.
- DINMMADJI DE PARSAMBA, Arnaud, *Ngarta Tombalbaye. Parcours et rôle dans la vie politique du Tchad (1959-1975)*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- DURAND, Pierre-Michel, *L'Afrique et les relations franco-américaines des années soixante. Aux origines de l'obsession américaine*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- ELKINS, Caroline, *Britain's Gulag. The Brutal End of Empire in Kenya*, London, Jonathan Cape, 2005.
- EL MECHAT, Samia, et RENUCCI, Florence, *Les Décolonisations au XX^e siècle. Les hommes de la transition. Itinéraires, actions et traces*, Paris, L'Harmattan, 2014.
- EVARD, Camille, « Le chef de bataillon François Beslay, un officier hors-cadre. Des méharistes coloniaux à l'armée nationale mauritanienne », dans Jean-Pierre Bat

- et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e et XX^e siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 173-186.
- FAES, Géraldine, et SMITH, Stephen, *Bokassa I^{er}, un empereur français*, Paris, Calmann-Lévy, 2000.
- FALIGOT, Roger, *Tricontinentale. Quand Che Guevara, Ben Barka, Cabral, Castro et Hô Chi Minh préparaient la révolution mondiale (1964-1968)*, Paris, La Découverte, 2013.
- GALIBERT, Didier, *Les Gens de pouvoir à Madagascar. État postcolonial, légitimités et territoires (1956-2002)* (2009), 2^e éd. revue et augmentée, Paris, Karthala, 2011.
- GÉRARD, Claude, *Les Pionniers de l'indépendance*, Paris, Inter-continents, 1975.
- GIFFORD, Prosser, et LOUIS, William Roger (dir.), *Decolonization and African Independence: The Transfers of Power (1960-1980)*, New Heaven/London, Yale University Press, 1988.
- GLASER, Antoine, et SMITH, Stephen, *Ces messieurs Afrique. Le Paris-village du continent noir*, Paris, Calmann-Lévy, 1992.
- , *Comment la France a perdu l'Afrique*, Paris, Calmann-Lévy, 2005, rééd. Paris, Hachette littératures, coll. « Pluriel », 2006, nouvelle éd., Paris, Pluriel, 2014.
- GRAH MEL, Frédéric, *Félix Houphouët-Boigny. Biographie*, Abidjan/Paris, CERAP/Maisonneuve et Larose, t. 1, *Le Fulgurant Destin d'une jeune proie (?-1960)*, 2003 ; t. 2, *L'Épreuve du pouvoir (1960-1980)*, 2010 ; t. 3, *La Fin et la suite*, 2010.
- JENNINGS, Eric, *La France libre fut africaine*, Paris, Perrin, 2014.
- LAZARUS, Neil (dir.), *Penser le postcolonial, introduction critique*, Paris, Amsterdam, 2006.
- LE HUNSEC, Mathieu, *La Marine nationale en Afrique depuis les indépendances : cinquante ans de diplomatie navale dans le golfe de Guinée*, Vincennes, Service historique de la Défense, 2011.
- LEWIN, André, *Ahmed Sékou Touré (1922-1984) : président de la Guinée de 1958 à 1984*, Paris, L'Harmattan, 2009.
- MARINHO, António Luís, *Operação Mar Verde. Um documento para a história*, Lisboa, Temas e Debates, 2006.
- MATEUS, Dalila Cabrita, *A PIDE/DGS na Guerra Colonial (1961-1974)*, Lisboa, Terramar, 2004.
- M'BAYE, Saliou, « Le CAOM : un centre d'archives partagées ? », *Afrique & Histoire*, 7, 2009/1, p. 291-299.
- , *Histoire des institutions contemporaines du Sénégal (1956-2000)*, Dakar, chez l'auteur, 2012.
- MÉDARD, Jean-François (dir.), *États d'Afrique noire : formation, mécanismes et crise*, Paris, Karthala, 1991.
- MEMMI, Albert, *Portrait du décolonisé arabo-musulman et de quelques autres* (2004), éd. revue et augmentée d'une postface, Paris, Gallimard, 2005, rééd. coll. « Folio actuel », 2007.

- MICHEL, Marc, *Décolonisations et émergence du tiers monde* (1993), 2^e éd., Paris, Hachette supérieur, 2005.
- MIGANI, Guïa, *La France et l'Afrique subsaharienne, 1957-1963. Histoire d'une décolonisation entre idéaux eurafricains et politique de puissance*, Bruxelles, Peter Lang, 2008.
- MORTIMER, Edward, *France and the Africans (1944-1960): A Political History*, London, Faber & Faber, 1969.
- MURPHY, Philip, *Monarchy and the End of Empire. The House of Windsor, the British Government and the Postwar Commonwealth*, Oxford, Oxford University Press, 2013.
- NATIVEL, Didier, et RAJAONAH, Faranirina (dir.), *Madagascar et l'Afrique. Entre identité insulaire et appartenances historiques*, Paris, Karthala, 2007.
- N'DOMBET, Wilson-André, *Partis politiques et unité nationale au Gabon (1957-1989)*, Paris, Kathala, 2009.
- NGOUPANDE, Jean-Paul, *L'Afrique sans la France. Histoire d'un divorce consommé*, Paris, Albin Michel, 2002.
- OBIANG, Jean-François, *France-Gabon, pratiques clientélares et logiques d'État dans les relations franco-africaines*, Paris, Karthala, 2007.
- PÉAN, Pierre, *Affaires africaines*, Paris, Fayard, 1983.
- RABENORO, Césaire, *Les Relations extérieures de Madagascar de 1960 à 1972*, Paris, L'Harmattan, 2011.
- RAISON-JOURDE, Françoise et ROY, Gérard, *Paysans, intellectuels et populisme à Madagascar. De Monja Jaona à Ratsimandrava (1960-1975)*, Paris, Karthala, 2010.
- RAVALOSON, Jaona, *Transition démocratique à Madagascar*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- SAUR, Léon, *Le Sabre, la machette et le goupillon. Des apparitions de Fatima au génocide rwandais*, [Bierges], Mols, 2010.
- SAURA, André, *Philibert Tsiranana (1910-1978), premier président de la République de Madagascar*, Paris, L'Harmattan, 2006, t. 1, *À l'ombre de de Gaule*; t. 2, *Le Crépuscule du pouvoir*.
- TIQUET, Romain, « D'un État à l'autre, la stratégie du Guépard policier. Transfert total ou legs partiel des pouvoirs de police en Haute-Volta (1949-1960) » et « Hubert Kho. Premier Africain de la Sûreté voltaïque », dans Jean-Pierre Bat et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e et XX^e siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 125-145 et p. 199-207
- TORRENT, Mélanie, *British Decolonisation (1919-1984). The Politics of Power, Liberation and Influence*, Paris, PUF/CNED, 2012.
- VERMEREN, Pierre, *Le Choc des décolonisations. De la guerre d'Algérie aux printemps arabes*, Paris, Odile Jacob, 2015.
- VERSCHAVE, François-Xavier, *La Françafrique. Le plus long scandale de la République*, Paris, Stock, 1998.

- WALRAVEN, Klass Van, *The Yearning for Relief. A History of the Sawaba Movement in Niger*, Leiden, Brill, 2013 ; *Le Désir du calme : l'histoire du mouvement Sawaba au Niger*, trad. fr., Rennes, PUR, 2017.
- WALTON, Calder, *Empire of secrets. British Intelligence, Cold War and the Twilight of Empire*, London, HarperPress, 2013.
- WAUTHIER, Claude, *Quatre présidents et l'Afrique : de Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand. Quarante ans de politique africaine*, Paris, Éditions du Seuil, 1995.

HISTOIRE DES OUTRE-MER

- ALDRICH, Robert, et CONNELL, John, *The Last Colonies*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.
- , *French overseas Frontiers: Départements et territoires d'outre-mer*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.
- AUDIGIER, François, « Les gaullistes et la Nouvelle-Calédonie de l'après-guerre à 1981 », *Revue juridique, politique et économique de la Nouvelle-Calédonie*, 4, 2004, p. 61-68.
- , « Jacques Foccart, un conseiller très influent au service d'une certaine idée de l'Outre-Mer (1965-1969) », dans Paul de Deckker (dir.), *Figures de l'État dans le Pacifique*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 195-210.
- , « Les réseaux Foccart en Outre-Mer à la fin de la IV^e République, une étude de cas : le capitaine de gendarmerie mobile Dargelos », *Outre-Mers, revue d'histoire*, 358-359, 2008, p. 59-75.
- BONIN, Hubert (dir.), « Mayotte : un enjeu ultramarin », n° 374-375 d'*Outre-Mers, revue d'histoire*, 2012, p. 5-99.
- COMBEAU, Yves, *L'Île de la Réunion dans le XX^e siècle : un itinéraire français dans l'océan Indien (colonie, département, région)*, [Saint-Denis]/[Saint-André], CRESOI/Océan éditions, 2009.
- [Commission temporaire d'information et de recherche historique], *Rapport à Madame la ministre des Outre-mer sur les événements de décembre 1959 en Martinique, de juin 1962 et de mai 1967 en Guadeloupe*, Paris, La Documentation française, 2016⁸.
- CONSTANT, Fred, et DANIEL, Justin (dir.), *1946-1996 : Cinquante ans de départementalisation outre-mer*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- DANIEL, Justin (dir.), *Les Outre-mer à l'épreuve du changement : réalités et perspectives des réformes territoriales*, Paris, L'Harmattan, 2012.
- DUBOIS, Colette, *Djibouti 1888-1967. Héritage ou frustration?*, Paris, L'Harmattan, 1997.

8 Co-auteurs : Benjamin Stora, Michelle Zancarini-Fournel, Jacques Dumont, Laurent Jalabert, Louis-Georges Placide, Serge Mam Lam Fouck, Edenz Maurice et Sylvain Mary. Le rapport est en ligne sur le site internet de la Documentation française : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/164000717.pdf>

- , « Jacques Foccart et Ali Aref. Un mariage d'intérêt ? », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, 30, « Jacques Foccart, entre France et Afrique », 2002, p. 35-49.
- DUMONT, Jacques, *L'Amère Patrie. Histoire des Antilles françaises au XX^e siècle*, Paris, Fayard, 2010.
- DUMONT, Jacques, BÉRARD, Benoît, et SAINTON, Jean-Pierre (dir.), « Les territoires de l'histoire antillaise », n° 378-379 d'*Outre-Mers, revue d'histoire*, 2013.
- GAUVIN, Gilles, *Michel Debré et l'île de la Réunion. Une certaine idée de la plus grande France*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2006.
- IDRISS, Mamaye, « Mayotte département, la fin d'un combat ? Le mouvement populaire mahorais : entre opposition et francophilie (1958-1976) », *Afrique contemporaine*, 247, 2013/3, p. 119-135.
- GUYON, Stéphanie, « Des "Primitifs" aux "Autochtones", savoirs ethnologiques et politiques publiques en Guyane de 1946 à nos jours », *Genèses*, 91, « Outre-mers indigènes », 2013/2, p. 49-70.
- HACHEZ-LEROY, Florence, « Étude d'une relation ambiguë : Foccart et l'entreprise Pechiney », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, 30, « Jacques Foccart, entre France et Afrique », 2002, p. 163-170.
- JALABERT, Laurent, *La Colonisation sans nom. La Martinique de 1960 à nos jours*, Paris, Les Indes savantes, 2007.
- , « Les sources de l'histoire de l'Outre-mer sous la V^e République : abondance et diversité pour une histoire en construction », *Outre-Mers, revue d'histoire*, 354-355, 2007/1, p. 285-303.
- LACHAISE, Bernard, « Le RPR et l'Outre-Mer (1981-1986) », dans Jean-Marc Regnault (dir.), *François Mitterrand et les territoires français de Pacifique (1981-1988). Mutations, drames et recompositions : enjeux internationaux et franco-français*, Paris, Les Indes savantes, 2003.
- MAM LAM FOUCK, Serge, *Histoire générale de la Guyane française, des débuts de la colonisation à la fin du XX^e siècle*, Cayenne, Ibis Rouge, 2010.
- MARY, Sylvain, *Le Gaullisme d'opposition aux Antilles et en Guyane. Le RPF sous l'œil de Jacques Foccart*, Paris, L'Harmattan, 2014.
- , « La genèse du service militaire adapté à l'outre-mer. Un exemple de rémanence du passé colonial dans la France des années 1960 », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 132, octobre-décembre 2016, p. 97-110.
- , « Guerre froide et anti-impérialisme dans la "Méditerranée américaine". La France et les Antilles-Guyane face à la Révolution cubaine : enjeux internationaux », *Cahiers d'histoire immédiate*, 2017/1, à paraître.
- MAURICE, Edenz, « Le préfet face aux enseignants autonomistes en Guyane de 1946 au tournant des années 1960. Une inédite rencontre administrative en contexte post-colonial », *Politix*, 2016/4, p. 53-79.
- MOHAMED-GAILLARD, Sarah, *L'Archipel de la puissance ? La politique de la France dans le Pacifique Sud de 1946 à 1992*, Bruxelles, Peter Lang, 1998.

- , « Du condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides au Vanuatu : deux métropoles pour une indépendance », *Journal de la Société des océanistes*, 133, 2011, p. 309-321.
- , « Pierre Messmer, ministre de l'Outre-mer (1971-1972) », dans François Audigier *et alii* (dir.), *Pierre Messmer, au croisement du militaire, du colonial et du politique*, Paris, Riveneuve éditions, 2012, p. 242-251.
- REGNAULT, Jean-Marc, *Pouvanaa a Oopa, victime de la raison d'État. Les documents parlent*, Moorea, Les Éditions de Tahiti, 2003.
- , *Conclusions de la mission confiée à Jean-Marc Regnault par l'Assemblée de la Polynésie française: éléments pour une révision du procès de Pouvanaa A Oopa*, Assemblée de la Polynésie française, 2012.
- , « Gouverneurs du Pacifique (1958-1977) », dans François Audigier, Bernard Lachaise, Sébastien Laurent (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013, p. 261-282.
- SAINTON, Jean-Pierre, *La Décolonisation improbable. Cultures politiques et conjonctures en Martinique et en Guadeloupe (1943-1967)*, Pointe-à-Pitre, Jasor, 2012.
- TRÉPIED, Benoît, « La décolonisation sans l'indépendance? Sortir du colonial en Nouvelle-Calédonie (1946-1975) », *Genèses*, 91, « Outre-mers indigènes », 2013/2, p. 7-27.
- ZANCARINI-FOURNEL, Michelle, « Émotions antillaises, émotion de l'historienne, au prisme de l'histoire postcoloniale et des relations internationales », dans Antoine Marès et Marie-Pierre Rey (dir.), *Mémoires et émotions : au cœur de l'histoire des relations internationales*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2014, p. 247-257.

POLITIQUE GAULLISTE ET HISTOIRE DU RENSEIGNEMENT

- AUDIGIER, François, *Histoire du SAC : la part d'ombre du gaullisme*, Paris, Stock, 2003.
- , « Le SAC de 1968 à 1974, une officine de renseignement politique? », dans Sébastien Laurent (dir.), *Politiques du renseignement*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2009, p. 109-136.
- AUDIGIER, François, LACHAISE, Bernard, et LAURENT, Sébastien (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013.
- BERTRAND, Christophe, *et alii* (dir.), *Guerres secrètes*, cat. expo. Paris, musée de l'Armée, 12 octobre 2016-29 janvier 2017, Paris, Somogy, 2016.
- BRUYÈRE-OSTELLS, Walter, *Dans l'ombre de Bob Denard. Les mercenaires français de 1960 à 1989*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2014.
- CHIARADIA, Éric, *L'Entourage du général de Gaulle (1959-1969)*, Paris, Publibook, 2011.
- FALIGOT, Roger, GUISEL, Jean, et KAUFFER, Rémi, *Histoire politique des services secrets français, de la seconde guerre mondiale à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012.
- FAURE, Claude, *Aux services de la République. Du BCRA à la DGSE*, Paris, Fayard, 2004.

- FORCADE, Olivier, « Michel Debré et les fins politiques du renseignement 1959-1962 », dans Serge Berstein, Pierre Milza et Jean-François Sirinelli (dir.), *Michel Debré, Premier ministre (1959-1962)*, Paris, PUF, 2005, p. 489-513.
- , « Objets, approches et problématiques d'une histoire française du renseignement : un champ historiographique en construction », *Histoire, économie, société*, 2012/2, p. 99-110.
- , « Les réformes du renseignement en France 2007-2012 », *Annuaire français de relations internationales*, 14, 2013, p. 617-631.
- , « Le renseignement dans la Seconde Guerre mondiale », dans Alya Aglan et Robert Frank (dir.), *1937-1947 : la guerre-monde*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2015, t. 1, p. 881-912.
- , « La guerre secrète du XIX^e au XX^e siècle » dans Christophe Bertrand, *et alii* (dir.), *Guerres secrètes*, cat. expo. Paris, musée de l'Armée, 12 octobre 2016-29 janvier 2017, Paris, Somogy, 2016, p. 31-35.
- FORCADE, Olivier, *et alii* (dir.), *Militaires en République (1870-1962). Les officiers, le pouvoir et la vie publique en France*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999.
- GENESTE, Pascal, « Les papiers Foccart aux Archives nationales », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 78, avril-juin 2003, p. 157-162.
- , « Jacques Foccart ou la politique africaine de la France gaullienne », dans Philippe Oulmont et Maurice Vaïsse (dir.), *De Gaulle et la décolonisation de l'Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, 2014, p. 184-195.
- HACHEZ-LEROY, Florence (dir.), « Foccart, entre France et Afrique », n° 30 des *Cahiers du Centre de recherches historiques*, octobre 2002.
- LACHAISE, Bernard, LE BÉGUEC, Gilles, et THOMAS, Jean-Paul (dir.), *Mai 1958, le retour du général de Gaulle*, Rennes, PUR, 2010.
- LAURENT, Sébastien, « Pierre Messmer et la gestion de la crise : le ministre des Armées, la sécurité militaire et le SDECE (1960-1970) », dans François Audigier *et alii* (dir.), *Pierre Messmer, au croisement du militaire, du colonial et du politique*, Paris, Riveneuve éditions, 2012, p. 225-237.
- , « Le gaullisme et la "communauté du renseignement" sous la IV^e et la V^e République, quand "l'État secret" s'impose en pouvoir politique », dans François Audigier, Bernard Lachaise et Sébastien Laurent (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013, p. 331-352.
- LAURENT, Sébastien (dir.), *Les espions français parlent. Archives et témoignages inédits des services secrets*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2011.
- LAURENT, Sébastien (dir.), *Le Secret de l'État. Surveiller, protéger, informer (XVIII^e-XX^e siècle)*, cat. expo. Paris, Archives nationales, 4 novembre 2015-28 février 2016, Paris, Nouveau Monde éditions, 2015.
- LAVROFF, Dimitri-Georges (dir.), *La Politique africaine du général de Gaulle (1958-1969)*, Paris, Pédone, 1981.

- NICK, Christophe, *Résurrection. Naissance de la V^e République, un coup d'État démocratique*, Paris, Fayard, 1998.
- NOUZILLE, Vincent, *Des secrets si bien gardés. Les dossiers de la Maison-Blanche et de la CIA sur la France et ses présidents, 1958-1981*, Paris, Fayard, 2009.
- OULMONT, Philippe, et VAÏSSE, Maurice (dir.), *De Gaulle et la décolonisation de l'Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, 2014.
- PÉAN, Pierre, *L'Homme de l'ombre. Éléments d'enquête autour de Jacques Foccart, l'homme le plus mystérieux et le plus puissant de la V^e République*, Paris, Fayard, 1991.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de Cinquante ans. Les relations Est-Ouest, 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.
- SOUTOU, Georges-Henri, et ROBIN-HIVERT, Émilie (dir.), *L'Afrique indépendante dans le système international*, Paris, PUPS, 2012.
- TRICAUD, Sabrina, *L'Entourage de Georges Pompidou : institutions, hommes et pratiques*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2014.
- TURPIN, Frédéric, « Jacques Foccart et le secrétariat général pour les Affaires africaines et malgaches », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, 8, mai-août 2009.
- , *De Gaulle, Pompidou et l'Afrique : décoloniser et coopérer (1958-1974)*, Paris, Les Indes savantes, 2010.
- , « Jacques Foccart, le conseiller politique », dans François Audigier, Bernard Lachaise et Sébastien Laurent (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013, p. 185-196.
- , « Le poids du facteur colonial dans les conceptions de la puissance du général de Gaulle », dans Éric Bussière, Isabelle Davion, Olivier Forcade et Stanislas Jeannesson (dir.), *Penser le système international. Autour de l'œuvre de Georges-Henri Soutou*, Paris, PUPS, 2013, p. 169-176.
- , *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir*, Paris, CNRS éditions, 2015.
- VAÏSSE, Maurice, *La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle (1958-1969)*, Paris, Fayard, 1998.
- , *La Puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Paris, Fayard, 2009.
- , *Comment de Gaulle fit échouer le putsch d'Alger*, Bruxelles, André Versaille, 2011.

ŒUVRES DE FICTION

- CÉSAIRE, Aimé, *Une saison au Congo* (1966), Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points », 2011.
- CONCHON, Georges, *L'État sauvage*, Paris, Albin Michel, 1964.
- KOUROUM, Ahmadou, *En attendant le vote des bêtes sauvages* (1998), Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points », 2000.
- MANCHETTE, Jean-Patrick, *L'Affaire N'Gustro* (1971), Paris, Gallimard, coll. « Folio policier », 1999.

FILMS DOCUMENTAIRES

Bokassa I^{er}, empereur de Françafrique, d'Emmanuel Blanchard, Program33 et ECPAD, 2010 (60 min.).

Cameroun. Autopsie d'une indépendance, de Gaëlle Le Roy et Valérie Osouf, Program33, 2008 (52 min.).

Foccart, l'homme qui dirigeait l'Afrique, de Cédric Tourbe, K'IEN production, 2010 (90 min.).

Françafrique, 1. *La Raison d'État*, 2. *L'Argent roi*, de Patrick Benquet, Compagnie des Phares et Balises, 2010 (deux fois 80 min.).

Histoire de l'outre-mer, de Christiane Succab-Goldman, JEM-Productions, 2011 :
1. *L'Héritage colonial* (53 min.), 2. *Les Turbulences de la décolonisation* (54 min.),
3. *L'Ère de la mondialisation*, (54 min.).

Histoires secrètes du Biafra : Foccart s'en va en guerre, de Joël Calmettes, Point du Jour, 2001 (52 min.).

406

L'Île veilleuse. Aimé Césaire, une voix pour l'histoire, d'Euzhan Palcy, Les Cavales de la nuit (54 min.).

Mai 1967, la répression policière en Guadeloupe, de Xavier-Marie Bonnot et François-Xavier-Guillerm, France Télévisions, 2013 (54 min.).

Pouvanaa, l'élu du peuple, de Marie-Hélène Villierme, Tuatau Production, 2012 (90 min.).

Les Présidents et l'outre-mer. Amours et désamours (1958-2012), de Félix Olivier, France Ô, 2014 (deux fois 55 min.).

Tirailleur, président, général. Eyadéma du Togo, d'Éric Deroo, Zaradoc-Les Films du Village, 2001 (52 min.).

NOTICES BIOGRAPHIQUES

François Audigier est professeur à l'université de Lorraine. Spécialiste d'histoire politique, il a notamment publié *Histoire du SAC. La part d'ombre du gaullisme* (Stock, 2003) et *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, avec Bernard Lachaise et Sébastien Laurent (Nouveau Monde éditions, 2013). Il coordonne actuellement le programme ANR VIORAMIL consacré aux violences et radicalisations militantes en France des années 1980 à nos jours.

Laurence Badel est professeur d'histoire contemporaine des relations internationales à l'université Panthéon-Sorbonne, membre de l'UMR SIRICE et du LABEX EHNE. Ses travaux portent sur les cultures diplomatiques de l'Europe et sur les relations extérieures de l'Union européenne en particulier avec la sphère asiatique. Elle a publié *Diplomatie et grands contrats. L'État français et les marchés extérieurs au XX^e siècle* (Publications de la Sorbonne, 2010) ; « From one globalization to the next: Diplomatic practices and new international relations », dans V. Génin, M. Osmont, T. Raineau (dir.), *Reshaping Diplomacy. Networks, Practices and Dynamics of Socialization in European Diplomacy since 1919* (Peter Lang, 2016) ; « Interrégionalisme, rivalités économiques et cultures diplomatiques : une approche historique du processus Asie-Europe (ASEM) », dans S. Santander (dir.), *Concurrences régionales dans un monde multipolaire émergent* (Peter Lang, 2016) ; « La France et Singapour dans les années 1990 entre interrégionalisme, intérêts économiques et enjeux globaux », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, 26 (mai-août 2015).

Françoise Banat-Berger, archiviste paléographe (École nationale des chartes), conservatrice générale du patrimoine, est directrice des Archives nationales.

Arthur Banga est docteur en histoire de l'École pratique des hautes études (EPHE) de Paris et de l'université Houphouët-Boigny d'Abidjan. Spécialiste de l'histoire des relations franco-ivoiriennes, il a publié plusieurs articles sur l'histoire de la défense ivoirienne. Il est enseignant-chercheur au département d'histoire de l'université Houphouët-Boigny.

Jean-Pierre Bat, archiviste paléographe (École nationale des chartes), agrégé d'histoire et docteur de l'université Panthéon-Sorbonne, chercheur au CNRS

et au centre Jean-Mabillon (École nationale des chartes). Spécialiste de l'histoire de l'Afrique centrale, il est détaché aux Archives nationales comme chargé d'études « Afrique » et responsable du fonds Foccart. Il est l'auteur du *Syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours* (Gallimard, 2012), *La Fabrique des barbouzes. Histoire des réseaux Foccart en Afrique* (Nouveau Monde éditions, 2015), *Françafrique. Opérations secrètes et affaires d'État* (Tallandier, 2016) et le co-auteur de *Archives de la présidence de la République. Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches (1958-1974)* (Archives nationales, 2015).

408 **Walter Bruyère-Ostells** est professeur des universités à Sciences Po Aix (CHERPA). Il enseigne également à l'École de l'Air et à l'École des commissaires des armées. Ses recherches portent sur les combattants non-conventionnels et sur la violence de guerre. Il a récemment publié : *Dans l'ombre de Bob Denard. Les mercenaires français de 1960 à 1989* (Nouveau Monde éditions, 2014), *French Mercenaries, Violence and Systems of Domination in Sub-Saharan Africa* (The Edwin Mellen Press, 2016) et a coordonné le dossier « L'outil militaire au service de l'influence française en Afrique subsaharienne », *Relations internationales* (2016).

Nicolas Courtin est rédacteur en chef adjoint de la revue *Afrique contemporaine*, et chargé de mission à la direction Études, recherches et savoirs de l'Agence française de développement. Il prépare une thèse de doctorat d'histoire sur l'Académie militaire d'Antsirabé et la formation des élites militaires à Madagascar. Cofondateur du Groupe d'études sur les mondes policiers en Afrique (GEMPA), ses recherches portent sur les forces armées, le renseignement en Afrique, et les institutions pénales (police, gendarmerie, prison) en situation coloniale. Il a dirigé, avec Jean-Pierre Bat, *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e-XX^e siècles)* (PUR, 2012) et dirige actuellement avec Jean-Pierre Bat et Vincent Hiribarren un ouvrage sur l'histoire du renseignement impérial (XIX^e-XX^e siècle) (2017, à paraître).

Olivier Dard est professeur à l'université Paris-Sorbonne. Spécialiste d'histoire politique, notamment des droites radicales en France et en Europe, il est notamment l'auteur de *Voyage au cœur de l'OAS* (Perrin, 2005 et 2011), *Bertrand de Jouvenel* (Perrin, 2008). Il a dirigé avec Daniel Lefeuvre, *L'Europe face à son passé colonial* (Riveneuve, 2009), et, avec François Cochet, *Subversion, anti-subversion et contre-subversion* (Riveneuve, 2010).

Docteur en histoire contemporaine de l'université Panthéon-Sorbonne, **Camille Evrard** est actuellement chercheur *post doc* au Labex « Structuration des mondes sociaux » de l'université Toulouse Jean Jaurès, et est associée aux laboratoires Framespa et IMAf. Ayant soutenu une thèse sur l'histoire de l'armée en Mauritanie, elle travaille également sur le cas nigérien. Ses recherches concernent autant l'histoire de l'empire colonial français en Afrique sahélo-saharienne, en particulier celle des politiques de l'ordre, que l'histoire des forces armées et de sécurité dans le cadre de la construction des États post-coloniaux.

Olivier Feiertag est professeur à l'université de Rouen. Il est spécialiste d'histoire des relations monétaires et financières internationales au xx^e siècle. Il a récemment publié, avec Michel Margairaz, *Les Banques centrales et l'État-nation* (Presses de Sciences Po, 2016).

Professeur d'histoire contemporaine des relations internationales à l'université Paris-Sorbonne, **Olivier Forcade** est membre de l'UMR SIRICE, dont il est le directeur adjoint, et du LABEX EHNE. Il a récemment publié *La Censure en France pendant la Grande Guerre* (Fayard, 2016). Il a dirigé, avec Rainer Hudemann, Fabian Lemmes et Johannes Grossmann, un programme de recherche franco-allemand ANR-DFG consacré aux déplacements de population à la frontière franco-allemande (1939-1945), *Evakuierungen im Europa der Weltkriege* (Metropol Verlag, 2014).

Spécialiste de l'histoire de l'Océanie et de l'Outre-mer français, **Sarah-Mohamed Gaillard** est maître de conférences à l'INALCO. Elle a notamment publié *L'Archipel de la puissance ? La politique de la France dans le Pacifique Sud de 1946 à 1998* (Peter Lang, 2010) et *Histoire de l'Océanie de la fin du XVIII^e siècle à nos jours* (Armand Colin, 2015)

Pascal Geneste, archiviste paléographe (École nationale des chartes), conservateur en chef du patrimoine, est directeur adjoint des Archives départementales de la Gironde. Responsable des archives de la présidence de la République à la section du xx^e siècle des Archives nationales (notamment les fonds Pompidou, Giscard d'Estaing, Chirac et Foccart) de 2001 à 2011, il est l'archiviste du président Valéry Giscard d'Estaing. Il est l'auteur des *Archives de la présidence de la République. Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981)* (Somogy/Archives nationales, 2007) et le co-auteur de *Archives de la présidence de la République. Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches et de la Communauté (1958-1974)* (Archives nationales, 2015).

Professeur à l'École normale supérieure d'Abidjan et chercheur à la fondation Félix-Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire, **Frédéric Grah Mel** est l'auteur de plusieurs biographies consacrées à Alioune Diop, à Félix Houphouët-Boigny ou au cardinal Bernard Yago.

Charly Jollivet est doctorant en archivistique et ATER à l'université d'Angers. Ses recherches portent sur les archives dans les pays et territoires de la zone Sud-Ouest de l'océan Indien.

410 Archiviste paléographe, conservatrice du patrimoine, **Anne Leblay-Kinoshita** est docteure en histoire et civilisations. Actuellement chef de la mission Archives de la Bibliothèque nationale de France, ses travaux portent sur l'histoire de l'immigration et sur l'histoire des archives. Notamment auteur de « L'enseignement espagnol à Paris sous la Restauration et la monarchie de Juillet » (*Revue d'histoire de l'éducation*, 139, 2013) et co-auteur de « Destructures, reconstitutions, instructions. Les leçons de l'année 1940 au ministère des Affaires étrangères » (dans *1940, l'empreinte de la défaite, Témoignages et archives*, PUR, 2014).

Anna Konieczna est docteur en histoire de Sciences Po (2013) et ATER en histoire à l'Université Paris-Est Créteil. Elle a été *Deakin Visiting Fellow* à St Antony's College à l'Université d'Oxford (2015-2016). Ses recherches portent sur l'histoire de la politique étrangère de la France en Afrique « hors champ » et sur l'histoire du mouvement anti-apartheid européen.

Sébastien-Yves Laurent, politologue et historien, est professeur à l'université de Bordeaux. Ses travaux portent sur l'exercice de la sécurité par l'État. Il a récemment publié *l'Atlas du renseignement. Géopolitique du pouvoir* (Presses de Sciences-Po, 2014) ; dirigé *Le Secret de l'État. Surveiller, protéger, informer XVII^e-XX^e siècle* (Nouveau Monde éditions, 2015) ; et co-dirigé avec Bertrand Warusfel *Transformations et réformes de la sécurité et du renseignement en Europe* (Presses universitaires de Bordeaux, 2016).

Sylvain Mary est agrégé d'histoire et doctorant ATER en histoire à l'université Paris-Sorbonne. Sa thèse, sous la direction d'Olivier Forcade, porte sur la politique française de départementalisation Outre-mer à travers l'exemple des Antilles (1944-1981). Il a été, par ailleurs, membre de la commission temporaire d'information historique du ministère des Outre-mer en 2015 et 2016. Il a publié *Le Gaullisme d'opposition aux Antilles et en Guyane. La RPF sous l'œil de Jacques Foccart* (L'Harmattan, 2014).

Archiviste paléographe (École nationale des chartes), **Saliou M'Baye** est directeur honoraire des Archives nationales du Sénégal qu'il a dirigées de 1977 à 2005, et professeur à l'université Cheikh Anta Diop. Il est l'auteur de *Histoire des institutions coloniales françaises en Afrique de l'Ouest 1816-1960* (Dakar, 1991) et de *Histoire des institutions contemporaines du Sénégal 1956-2000* (Dakar, 2012).

Guia Migani est maître de conférences à l'université François Rabelais de Tours. Lauréate du prix Espoir 2006 de la fondation Charles-de-Gaulle, elle a notamment publié *La France et l'Afrique sub-saharienne, 1957-1963. Histoire d'une décolonisation entre idéaux eurafricains et politique de puissance* (Peter Lang, 2008) et, plus récemment, *Les Années Barroso*, avec Éric Bussière (Tallandier, 2014).

Agrégé et docteur en histoire, spécialiste de la vie politique et des institutions de l'Océanie, **Jean-Marc Regnault** est maître de conférences honoraire (HDR Université Bordeaux Montaigne), chercheur associé à l'université de la Polynésie française. Récemment organisateur ou co-organisateur de plusieurs colloques dans le cadre du réseau-Asie/Océanie du CNRS (« L'Océanie convoitée » à Paris en 2015 et à Papeete en 2016, actes à paraître), il a notamment publié *François Mitterrand et les territoires français du Pacifique : 1981-1988* (Les Indes savantes, 2003) et *L'ONU, la France et les décolonisations tardives. L'exemple des terres françaises d'Océanie* (Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2013).

Mélanie Torrent est maître de conférences en études britanniques et du Commonwealth à l'Université Paris Diderot et membre du laboratoire de recherches sur les cultures anglophones (UMR 8225). Elle est membre de l'Institut universitaire de France et *Senior Research Fellow* à l'Institute of Commonwealth Studies. Elle est l'auteur de *Diplomacy and Nation-Building: Franco-British Relations and Cameroon at the End of Empire* (I.B. Tauris, 2012) et a co-dirigé, avec Claire Sanderson, *La Puissance britannique en question : diplomatie et politique étrangère au XX^e siècle / Challenges to British Power Status: Foreign Policy and Diplomacy in the 20th Century* (Peter Lang, 2012). Ses recherches portent sur l'histoire connectée des fins des empires européens en Afrique et la politique étrangère britannique depuis la seconde guerre mondiale.

Frédéric Turpin est professeur d'histoire des relations internationales à l'université de Savoie (Chambéry) où il est titulaire d'une chaire Senghor pour la francophonie. Il a notamment publié *De Gaulle, Pompidou et l'Afrique. Décoloniser et coopérer (1958-1974)* (Les Indes savantes, 2010) et *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir* (CNRS éditions, 2015).

Klaas van Walraven est professeur à l'Université de Leiden (Pays-Bas). Spécialiste du Niger, il a notamment publié *The Yearning for Relief: A History of the Sawaba Movement in Niger* (Brill, 2013).

Pierre Vermeren est professeur d'histoire du Maghreb contemporain à l'université Panthéon-Sorbonne, auteur d'une *Histoire du Maroc depuis l'indépendance* (4^e éd., La Découverte, 2016). Il a également publié *Le Choc des décolonisations, de la guerre d'Algérie aux printemps arabes* (Odile Jacob, 2015).

TABLE DES ABRÉVIATIONS DES CENTRES D'ARCHIVES ET DE DOCUMENTATION

| | |
|--------|--|
| ABCEAO | Archives de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Paris) |
| AMAE | Archives du ministère des Affaires étrangères (La Courneuve) |
| AN | Archives nationales (Pierrefitte-sur-Seine) |
| ANM | Archives nationales de Madagascar (Antananarivo) |
| ANMT | Archives nationales du monde du travail (Roubaix) |
| ANOM | Archives nationales d'Outre-mer (Aix-en-Provence) |
| CAEF | Centre des archives économiques et financières (Savigny-le-Temple) |
| CHETOM | Centre d'histoire et d'études des Troupes d'Outre-mer (Fréjus) |
| CNDRS | Centre national de documentation et de recherche scientifique (Comores) |
| FNSP | Fondation nationale des sciences politiques (Paris) |
| NLA | National Library of Australia (Canberra) |
| TNA | The National Archives (Kew, Londres) |
| SHD | Service historique de la Défense (Vincennes) |

421

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Pour l'ensemble des documents reproduits dans l'ouvrage, excepté l'annexe cartographique: © Archives nationales (France).

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|---|
| Préface..... | 7 |
| Françoise Banat-Berger | |
| Introduction. Jacques Foccart, une vie politique..... | 9 |
| Olivier Forcade | |

PREMIÈRE PARTIE PORTRAITS D'ACTEURS

| | |
|--|----|
| Foccart face à ses sources..... | 25 |
| Jean-Pierre Bat | |
| René Journiac, « le Foccart de Giscard »?..... | 49 |
| Pascal Geneste | |
| Félix Houphouët-Boigny, le ministre français qui est devenu chef d'État en Côte d'Ivoire..... | 65 |
| Frédéric Grah Mel | |

DEUXIÈME PARTIE LA DÉCOLONISATION À LA LUMIÈRE DU FONDS FOCCART

| | |
|---|-----|
| La coopération militaire et les enjeux de défense en Afrique de l'Ouest : les cas de la Mauritanie et de l'Entente..... | 81 |
| Arthur Banga & Camille Evrard | |
| Symphonie militaro-sécuritaire sur la Grande Île. Madagascar et l'ordre foccartien ... | 97 |
| Nicolas Courtin | |
| Jacques Foccart et le Niger : le briseur du Sawaba dupé par les militaires (1958-1974)..... | 117 |
| Klaas van Walraven | |
| Bob Denard : les archives d'un mercenaire foccartien..... | 133 |
| Walter Bruyère-Ostells | |
| « Chasse gardée » au Cameroun ? Le secrétariat général des Affaires africaines et malgaches et la gestion des sphères d'influence française et britannique en Afrique de l'Ouest..... | 145 |
| Mélanie Torrent | |

| | |
|--|-----|
| La France, l'Afrique et la connexion marocaine..... | 163 |
| Pierre Vermeren | |
| Refaire le procès d'une victime tahitienne de la Grandeur. Quête et requête en faveur de l'innocence du député Pouvanaa a Oopa..... | 177 |
| Jean-Marc Regnault | |
| Les archives des rues Oudinot et Monsieur au prisme de Foccart..... | 191 |
| Anne Leblay-Kinoshita | |

TROISIÈME PARTIE
LA « MÉTHODE FOCCART »

| | |
|---|-----|
| Foccart, l'OAS et l'extrême droite..... | 203 |
| Olivier Dard | |
| Jacques Foccart et le Service d'action civique..... | 219 |
| François Audigier | |
| Foccart au miroir du SDECE des années 1960 : entre « pré carré » africain et guerre froide | 231 |
| Sébastien-Yves Laurent | |
| Politique de l'urgence contre la décolonisation. Foccart, conseiller présidentiel pour les départements d'Outre-mer (1958-1974)..... | 239 |
| Sylvain Mary | |
| L'apport du fonds Foccart pour l'histoire des Comores (1958-1974)..... | 255 |
| Charly Jollivet | |
| Jacques Foccart : pourquoi la légende noire? | 265 |
| Frédéric Turpin | |

QUATRIÈME PARTIE
AFFAIRES DIPLOMATIQUES
& DIPLOMATIE D'AFFAIRES

| | |
|---|-----|
| La politique du franc CFA (1959-1974) : le tournant de la décolonisation monétaire | 287 |
| Olivier Feiertag | |
| La CEE et l'Afrique, quel projet de développement pour la coopération eurafricaine? (1958-1972) | 309 |
| Guia Migani | |
| Les enjeux de la « francophonie économique » : les voies renouvelées de l'influence française au tournant des années 1960-1970 | 323 |
| Laurence Badel | |

| | |
|--|-----|
| Le nickel calédonien, un levier de la puissance française en Océanie (1958-1974).. | 341 |
| Sarah Mohamed-Gaillard | |
| L'Afrique du Sud, un partenaire particulier pour le « dialogue » | 353 |
| Anna Konieczna | |
| Conclusion. Ouvrir les archives de la Françafrique. | 369 |
| Saliou Mbaye | |
| Cartes | 373 |
| Jacques Foccart en quelques dates | 383 |
| Plan de l'inventaire du fonds Foccart aux Archives nationales..... | 385 |
| Bibliographie | 393 |
| Notices biographiques | 407 |
| Index | 413 |
| Table des abréviations des centres d'archives et de documentation | 421 |
| Crédits photographiques | 422 |
| Table des matières | 423 |

